

Bulletin Populaire

PUBLIE PAR L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC

vol. 3 no 9 5 avril 1974 50 cents

DANS LA REGION DE THETFORD-MINES

**les mineurs doivent
préparer
la prochaine
convention**

A HULL

**la rénovation
urbaine:
à qui ça sert ?**





Des comptoirs alimentaires

DANS L'ESTRIE

Club coopératif de consommation de Bedford
96, rue Massicotte, Bedford - 248-7421

Club coopératif de consommation de Granby
371, rue Saint-Jacques, Granby - 378-6232

Club coopératif de consommation Davignon
(en formation)
322 rue Duvernay, Cowansville - 263-2572

Club coopératif de consommation de Sherbrooke
435 rue Alexandre, Sherbrooke - (819) 569-8080

Club coopératif de consommation de Victoriaville
489 ouest, rue Notre-Dame, Victoriaville - 758-3881

Club coopératif de consommation de Waterloo
12 Nord St-Waterloo - 539-3414

DANS L'OUTAOUAIS

Club coopératif de consommation de Buckingham (en formation)
250 McLaren ouest, Buckingham
(819) 986-3500

Club coopératif de consommation de Haute-Gatineau
C.P. 958, Maniwaki - (819) 449-2843

QUEBEC

Club coopératif de consommation de Frontenac
4703 rue Dollard, Lac Mégantic - (819) 583-3796

Club coopératif de consommation de la Chaudière
610, 1ère avenue, Ville Saint-Georges - (418) 228-8442

Club coopératif de consommation Bellevue
1588 ouest, boulevard Saint-Cyrille - (418) 527-7422

Club coopératif de consommation de Beauport (en formation)
645, avenue Royale, Beauport - 667-7989

Club coopératif de l'Annonciation (en formation)
Rue Dupont, l'Annonciation - 275-2487

Club coopératif d'Arthabaska (en formation)
a/s Club Victoriaville, 489 ouest, rue Notre-Dame - Victoriaville - 758-3881

DANS LE NORD-OUEST

Club coopératif de consommation de Malartic
641, rue Royale, Malartic - (819) 757-4760

Club coopératif de consommation de Val d'Or
436, avenue Centrale, Val d'Or - 824-3997

Club coopératif de consommation d'Amos Inc.
794, 1^{re} avenue ouest, Amos - 732-6861

Club coopératif de consommation de Rouyn-Noranda
683, rue Lapointe, Rouyn - 762-5552

Club coopératif de consommation d'Abitibi-Ouest
C.P. 1656, 63 route 45 La Sarre - 333-6655

Club coopératif de consommation d'Abitibi
C.P. 275, Macamic, Abitibi-Ouest - 782-4182

Club coopératif de consommation de Barraute
C.P. 68, Barraute - 732-2042

Club coopératif de Senneterre (en formation)
Senneterre - 737-4626

Club coopératif de consommation Québécois
C.P. 55, Lebel-sur-Quévillon - 755-4160

On Vous Le Fait Pas Dire

A chaque numéro, on garde de la place pour les lettres que les lecteurs du Bulletin pourraient nous envoyer. Vous trouvez qu'un article est bon, mais qu'il pourrait être amélioré. Vous pensez qu'on pourrait parler d'autres choses dans le Bulletin. Vous avez des propositions précises? Dans tous ces cas, vous nous envoyez un p'tit mot et on le publie.

Inutile de dire aussi que la place de "On vous le fait pas dire" n'est pas réservée uniquement aux suggestions. On peut y discuter aussi des questions politiques qui sont ou ne sont pas traitées dans le bulletin.

Quelques lignes, ça peut donner toutes sortes de bonnes idées.

**Nous offrons
un service
d'imprimerie
aux groupes
politiques et
aux groupes
populaires.
Pour plus d'in-
formation, ve-
nez nous voir
au 2074 Beau-
dry ou télé-
phonez à
522-1175.**

L'APLQ c'est quoi?

L'Agence de presse libre du Québec existe depuis mars 1971. A partir de cette date, l'APLQ a publié 118 numéros hebdomadaires portant sur les luttes des travailleurs du Québec, sur des comités de citoyens, des groupes de quartier ainsi que des informations qu'il n'était pas possible d'avoir dans les journaux traditionnels.

Depuis décembre 73, l'APLQ publie le Bulletin populaire, un bimensuel d'une trentaine de pages. Le Bulletin sert surtout à diffuser les informations provenant du mouvement ouvrier et des couches populaires en lutte contre les patrons du Québec. Le Bulletin veut ainsi privilégier les expériences d'organisation qui sont mises de l'avant par des comités ou groupes de travailleurs, des groupes populaires, des groupes de femmes et des groupes d'étudiants.

Mais il n'y a pas que le Bulletin populaire pour reconnaître l'APLQ. Il y a aussi l'imprimerie qui fonctionne rondement surtout depuis la mise en commun de l'imprimerie de la Librairie progressiste avec celle de l'APLQ. Depuis novembre, des groupes de travailleurs, des groupes syndicaux, des comités de citoyens, des organisations populaires et des groupes d'étudiants ont pu utiliser les services offerts par l'APLQ. Quiconque pense avoir besoin de ces services n'a qu'à communiquer avec l'APLQ.

Inutile de dire que le Bulletin n'appartient pas qu'aux quelques militants qui y travaillent. Les pages du Bulletin populaire sont ouvertes à tous les groupes qui mettent de l'avant, dans leur pratique de tous les jours, la nécessité de construire une organisation politique des travailleurs.

Si vous pensez que le Bulletin peut vous aider, nous croyons qu'il est important de vous rencontrer pour discuter autant du contenu du journal que d'une collaboration possible. Le Bulletin appartient à ses lecteurs et ce n'est dans la mesure où il sera utilisé par ceux-ci qu'il pourra être utile.

Enfin, si vous pensez que le journal a son utilité et si vous disposez d'une heure ou deux à tous les quinze jours, n'hésitez pas à nous le faire savoir; on vous fera parvenir quelques copies du Bulletin que vous pourrez distribuer à vos camarades.

Le Bulletin populaire sort à tous les deux jeudi.

Bulletin Populaire

Publié et imprimé par l'Agence de Presse Libre du Québec; 2074 Beaudry, Montréal, Qué.; 522-1175. Photographies; Groupe des Photographes Populaires. Toute reproduction, utilisation, traduction et diffusion des textes du Bulletin Populaire est fortement encouragée. Dépôt légal à la bibliothèque nationale du Québec. Courrier 2^{ème} classe; enregistrement 3255

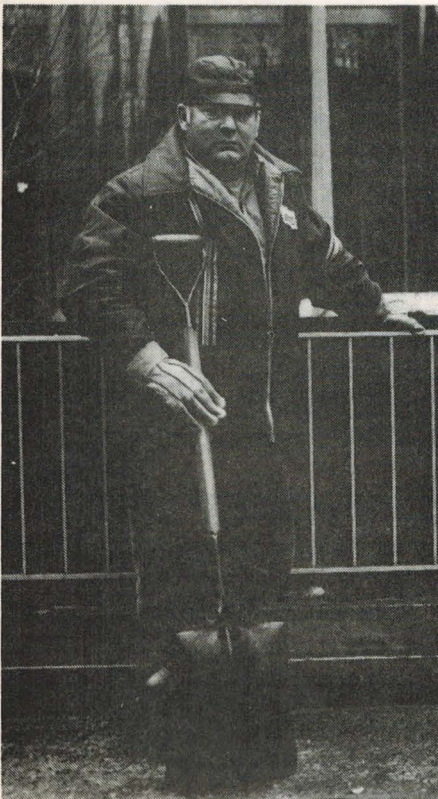
Sommaire

4 avril 1974
vol. 3 no. 9

4. Les cols bleus de Montréal: Une grève à l'horizon
6. La coopérative, c'est pareil comme n'importe quel boss
Fermeture des Abattoirs à Victoriaville:
7. A General Electric: Pendant que les boss aboient, la résistance s'organise
8. Garderies populaires: Le gouvernement prend le monde pour des caves
10. Cooprix: Les boss en font leur affaire
12. Des étudiants au CEGEP Edouard-Montpetit: Un geste de solidarité assez spécial!
13. Les événements de la Baie James: Quand les unions remplacent le gouvernement
14. **En Bref**
15. **DOSSIER**
A HULL
La rénovation urbaine, à qui ça sert ?
23. Le rattrapage en milieux "défavorisés" ou comment se soulager la conscience
24. TRAVAILLEURS UNIONS BOSS TRAVAILLEURS UN
TRAVAILLEURS UNIONS BOSS TRAVAILLEURS UN
TRAVAILLEURS UNIONS BOSS TRAVAILLEURS UN
TRAVAILLEURS UNIONS BOSS TRAVAILLEURS UN
26. **ANALYSE** **DANS LA REGION DE THETFORD-MINES**
Les mineurs doivent préparer la prochaine convention.
30. Argentine: Les tiraillements du Péronisme à Cordoba
32. Le pétrole en Chine: Un exemple de développement nouveau
33. Espagne: Franco: Le recul
34. **INTERNATIONAL en bref**
35. **À Lire À Voir Et À Entendre**

Une grève à l'horizon

Les 8,000 travailleurs manuels de la Ville de Montréal refusent de faire du temps supplémentaire depuis le 16 mars dernier, date où se terminait la période de conciliation pour le renouvellement de leur convention collective. Ils ont aussi laissé entendre clairement qu'ils n'hésiteraient pas à faire la grève si ce moyen de pression ne réussissait pas à "convaincre" l'administration de la ville de la justesse de leurs revendications. Mais Drapeau trouve sans doute que ses jeux olympiques coûtent très cher et, par tous les moyens, il cherche à économiser sur le dos de ses employés. Depuis que les cols bleus ont acquis le droit de grève, deux séances de négociation spéciales n'ont absolument rien donné et le recours à la grève semble devenir inévitable.



Moins que la hausse du coût de la vie

La ville offre des augmentations de salaire de \$0.40, \$0.35 et \$0.33 échelonnées sur un contrat d'une durée de 3 ans. Le salaire moyen des travailleurs manuels à l'emploi de Montréal se situe aux environs de \$4.17 l'heure. Leur salaire moyen serait donc porté à \$4.57 l'heure pour la première année du contrat. Si nous y regardons de plus près, cette supposée augmentation risque fort de constituer, en fait, une diminution de salaire.

Pour l'année qui vient, les experts les plus conservateurs prévoient un taux d'inflation au moins aussi grand que celui de l'année dernière. Donc, un taux d'inflation d'environ 10%. Pour conserver au salaire de \$4.17 l'heure actuellement payé son même pouvoir d'achat à la fin de l'année 1974, il faut donc une augmentation de \$0.42 l'heure (10% du salaire moyen actuellement payé). Il faudrait aussi ajouter à ce montant une partie de l'augmentation d'impôts qui correspond à toute augmentation de salaire.

Uniquement pour conserver leur pouvoir d'achat dans la première année de la convention collective, les cols bleus doivent donc obtenir une augmentation de salaire d'environ \$0.43 l'heure. Dans le cas où l'inflation se maintiendrait au même rythme dans les deux années suivantes (et tout nous permet de le supposer) les offres de \$0.35 et de \$0.33 sont encore moins avantageuses.

On devine alors ce que peuvent bien penser les cols bleus des offres de la ville. Non seulement ceux-ci sont-ils en droit de garder leur pouvoir d'achat intact, mais ils ont aussi le droit d'exiger une augmentation de ce même pouvoir d'achat. Les contre-propositions du syndicat (contrat de deux ans et augmentation de \$0.65 par année) répondent à ces exigences et reçoivent naturellement un appui solide de la part de l'ensemble des travailleurs. Mais le syndicat a le devoir de démontrer clairement quelle part d'une augmentation ne fait que conserver un pouvoir d'achat déjà acquis et quelle autre part constitue vraiment un accroissement de ce pouvoir. En ce sens, la lutte pour l'indexation des salaires au coût de la vie doit être jugée importante par tous les travailleurs.

Un bel exemple de solidarité

Un autre aspect important de la lutte entre les travailleurs manuels et l'administration de la ville concerne les droits des auxiliaires (travailleurs à temps partiel). Sur environ 8,000 travailleurs, 5,000 sont permanents et 3,000 sont auxiliaires. Pour qu'un auxiliaire puisse devenir permanent et bénéficier des avantages rattachés à cette qualité (surtout la sécurité d'emploi), il doit travailler au moins 1,800 heures à l'intérieur de la même année. Mais il n'arrive presque jamais qu'un auxiliaire puisse travailler ce nombre d'heures et la raison en est bien simple. Tant qu'il n'a pas réussi à accumuler quatre années d'ancienneté, il n'a pas le droit de postuler un poste, auquel il aurait droit grâce à son ancienneté, dans un autre service que le sien. Si on manque d'ouvrage au service de la voirie et qu'un auxiliaire soit mis à pied, celui-ci doit attendre que le travail reprenne dans son service. Il ne peut aller "bumper" des travailleurs qui ont moins d'ancienneté dans un autre service.

Avec de telles conditions, ça peut prendre dix ans avant qu'un auxiliaire ait accumulé ses quatre années d'ancienneté et qu'il ait le droit de travailler dans tous les services. Ça peut donc prendre dix ans avant qu'il ait la moindre chance d'accumuler le nombre d'heures de travail requis dans

une même année pour devenir permanent. Pour la ville, c'est une façon très commode de ne pas avoir à assurer un minimum de sécurité d'emploi à 3,000 de ses employés. C'est aussi une bonne façon d'encourager la division parmi les travailleurs. Quand on a 3,000 employés qui ne demandent pas mieux que d'obtenir leur permanence, on peut leur faire faire bien des choses qu'on ne réussirait pas à faire faire aux 5,000 autres.

Les cols bleus ont décidé d'en finir avec cette situation. Dans le projet actuel de convention collective, ils exigent que l'ancienneté requise pour pouvoir "bumper" dans les autres services soit d'une année plutôt que de quatre. Pour eux, c'est un point majeur de la convention et ils ne sont pas près de lâcher leur bout.

La guerre au patronage

Les travailleurs manuels ont trouvé une bonne façon de permettre à la ville d'augmenter le nombre de ses employés permanents; partir en guerre contre les contrats que la ville donne à l'entreprise privée pour faire du travail qu'eux pourraient accomplir. Nos gouvernements élus ont toujours bien aimé pouvoir donner de gros contrats à de gros entrepreneurs. C'est une bonne façon de se faire des amis qui sauront leur donner un petit coup de main en temps utile (par exemple, les élections) et ça leur enlève la responsabilité des salaires et des conditions de travail d'un grand nombre d'ouvriers. On a beau dire que la ville doit donner des contrats seulement aux entrepreneurs qui respectent les conditions qu'elle-même fait à ses employés, les cols bleus



savent bien que, pratiquement, c'est une autre paire de manches et qu'il y a bien des trucs pour contourner ce règlement.

En pratique, la ville voudrait même accroître ses droits dans ce domaine et pouvoir remettre à l'entreprise privée jusqu'à 50% du travail de déneigement et 90% du travail de collection des rebus. Là encore, les cols bleus sont bien décidés à ne pas laisser la ville dépasser 25% dans le cas de la neige et 50% dans le cas des rebus.

Front commun de tous les employés

Même s'il n'est pas relié directement à la signature de la convention collective, il y a un autre problème qui met les cols bleus en colère. Pas seulement les cols bleus, mais tous les employés de la ville de Montréal. Il s'agit du fameux fonds de pension. Malgré la loi qui oblige la ville à verser ses contributions dans un fonds de pension à l'avantage des travailleurs, celle-ci n'a rien payé depuis 1966. Il faut dire que l'Expo 67, que le club des Expos et que les jeux olympiques coûtent très cher... Quoiqu'il en soit, à ce jour, la ville doit à ce fonds de pension la jolie somme de 300 millions de dollars.

Elle aimerait bien régler ce "détail" avec ses employés, mais elle a une drôle de manière de vouloir le faire. D'abord, elle voudrait que ses employés effacent cette dette; en contrepartie, elle s'engagerait à payer directement de sa poche (des budgets spéciaux que les contribuables paieraient avec leurs taxes) les allocations de retraite quand les finances du vieux fonds de pension seront à sec. C'est beaucoup demander de confiance à des gens qu'on vient de fourrer de 300 millions. Et il est facile de deviner que l'intérêt de la ville sera alors de verser les plus petites allocations possible.

Ensuite elle promet de payer ses cotisations à partir de 1974, mais en 1977 seulement. Que voulez-vous? Drapeau manque d'argent pour ses projets grandioses et il n'a pas les moyens de payer un fonds de pension tout de suite. Les employés de la ville se demandent à juste titre pour quelles raisons la ville serait plus riche en 1977. Elle risquerait plutôt d'être mise en tutelle selon certains... Qu'advierait-il alors du fonds de pension?

Tous les employés de la ville ont donc décidé de faire front commun sur ce point et de forcer la ville à respecter ses engagements. Décidément, les travailleurs n'ont pas fini de faire la vie dure à Drapeau.



«La coopérative, c'est pareil comme n'importe quel boss»

Au Québec, plusieurs milliers de travailleurs sont engagés par des coopératives. Plus de 35,000 ouvriers travaillent pour la Coopérative fédérée du Québec. Il y a quelques semaines, la Fédérée fermait une de ses coopératives, à la suite d'un lock-out qui durait depuis 8 mois. Ce qui faisait dire aux ouvriers des Abattoirs que la Fédérée, c'était pareil comme n'importe quel boss.

Les Abattoirs de Victoriaville, c'est une petite entreprise qui engage une centaine de travailleurs spécialisés dans l'abattage du poulet. Le 5 février dernier, alors que le syndicat négociait avec la coopérative depuis plus d'un an, les patrons ont décidé de fermer l'abattoir et de congédier les ouvriers.

La Fédérée

Les Abattoirs de Victoriaville sont reliés à la Coopérative fédérée du Québec qui compte 220 coopératives à travers la province.

La Fédérée est spécialisée dans la fabrication de moulée, d'huile à chauffage et de machineries agricoles. Mais il y a aussi un secteur important dans l'alimentation, en particulier dans les oeufs, le lait et les viandes.

Et l'alimentation, ça rapporte. En 72, la Fédérée réalisait \$5 millions de profits nets, soit deux fois plus que 1971. Dans le seul secteur des abattoirs de poulet, la Fédérée faisait un chiffre d'affaires de \$18 millions en 73.

Mais même si les profits de la Fédérée augmentent à un rythme de fou, les conditions des ouvriers ne

s'améliorent pas aussi vite. Par exemple, à l'Abattoir de Victoriaville, les ouvriers et ouvrières gagnaient en moyenne \$2.50 l'heure avant que l'usine ne soit définitivement fermée.

Les abattoirs

C'est dans les années '20 que les premières coopératives agricoles ouvrent leurs portes, alors que les fermiers se regroupent pour redonner vie à leurs terres.

Mais en 1956, la Fédérée a acheté plusieurs petites coopératives agricoles qui lui faisaient concurrence. En achetant ces coopératives, la Fédérée se trouvait du même coup à éliminer des concurrents gênants et à grossir son chiffre d'affaires.

Ces coopératives sont quand même en concurrence avec les entreprises privées. **La Fédérée est donc obligée de rentabiliser les coopératives les plus profitables et de fermer les autres.** De 1949 à 1973, le nombre de coopératives agricoles est passé de 440 à 220.

C'est donc dire que les coopératives pour se développer doivent utiliser les mêmes méthodes que les compagnies privées. Quand des "sections" de la coopérative sont moins rentables, il faut les fermer, développer les sections plus rentables afin de pouvoir affronter la concurrence des grandes compagnies.

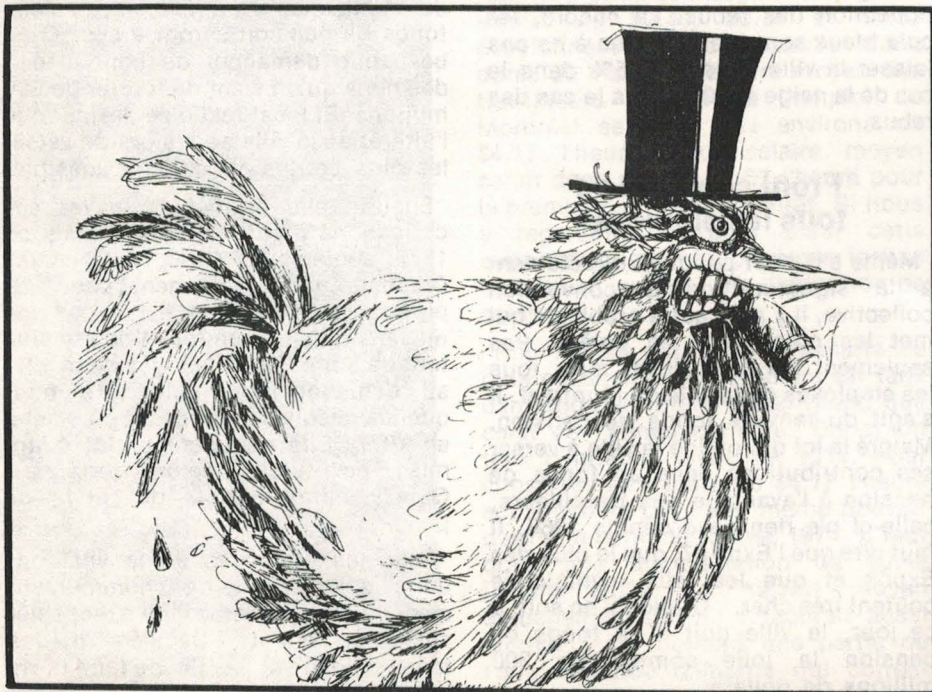
Le lock-out

Et c'est ce qui s'est passé aux Abattoirs de Victoriaville. En fermant la section de Victoriaville, la Fédérée se trouvait en même temps à revigorer ses opérations à St-Félix-de-Valois et à Marieville où elle a d'autres abattoirs de poulet.

Et c'est pour cette principale raison que la Fédérée a fait un lock-out à Victoriaville en juillet dernier. En faisant toutes sortes d'offres ridicules aux ouvriers, en coupant les heures de travail et en congédiant la majorité des travailleurs, la Fédérée pouvait dire qu'elle fermait le plan de Victoriaville parce que les ouvriers en demandaient trop.

Les patrons sont même allés jusqu'à dire que la chaîne d'abattage des poulets était brisée et qu'ils n'avaient pas d'argent pour la réparer.

Les patrons ont beau dire que les coopératives sont contrôlées par les membres, les ouvriers se rendent bien compte que la coopérative Fédérée a un seul intérêt: développer au maximum la rentabilité de l'entreprise sans tenir compte des ouvriers. "La Fédérée, c'est pareil comme n'importe quel boss", disent les ouvriers.



General Electric

Pendant que les boss aboient, la résistance s'organise

Depuis qu'ils sont rentrés au travail à la suite de trois jours de grève sauvage, les 1,200 ouvriers de General Electric font face à la répression patronale. Ils s'organisent pour résister à cette répression. Les boss, de leur côté, font subir des interrogatoires aux gars et augmentent la vitesse des lignes de production. Le prétexte: un supposé sabotage qui aurait eu lieu avant les trois jours de débrayage.

En effet, des cartes IBM pour programmer la production auraient été déchirées, des machines auraient été sabotées. Pour faire enquête, la compagnie utilise des enquêteurs spéciaux d'une agence privée.

Une police politique privée

Ce sont les mêmes enquêteurs qui photographiaient et filmaient les grévistes sur les lignes de piquetage. Aujourd'hui, ils font subir des interrogatoires à des ouvriers. Sept gars sont passés devant les enquêteurs et sept autres gars ont été mis dehors à la suite de ces interrogatoires.

Ces enquêteurs "très spéciaux" avouent candidement qu'ils sont des spécialistes des grèves. Ils couvrent les conflits ouvriers, collectionnent des renseignements sur les grévistes (ils s'occupent, par exemple, de United Aircraft) et enquêtent sur les groupes politiques qui appuient les grèves (comme le groupe "En lutte").

Durant les interrogatoires, ces nouveaux chiens à deux pattes tentent de terroriser les ouvriers en les menaçant de porter des plaintes criminelles pour "incitation au sabotage" ou pour avoir posé des gestes illégaux en faisant du piquetage. Ils parlent aussi de sédition à propos d'un film sur les luttes ouvrières: "On a raison de se révolter". Ce film serait séditionnaire parce que les patrons n'y donnent pas leur avis! Tous ces comportements sont illégaux de A à Z. Et les travailleurs le savent.

Un syndicat bien tranquille

Mais les gens qui pourraient protéger un peu les travailleurs, c'est-à-dire les gens du syndicat, ne s'occupent absolument pas de ce qui se passe. Ils ne sont même pas présents lors des interrogatoires pour faire connaître

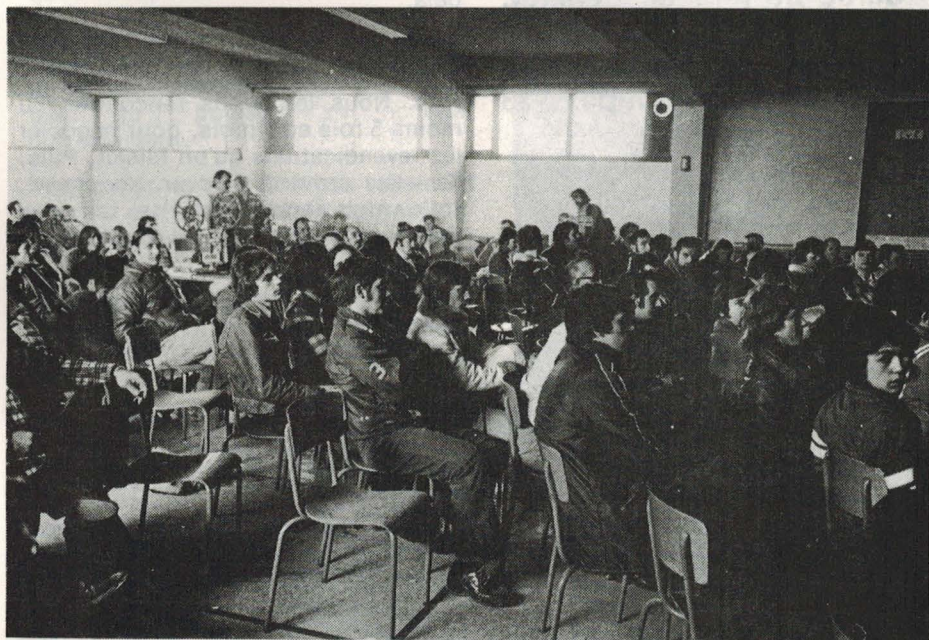
leurs droits aux travailleurs. Leur attitude est la même qu'avant la grève. Ils ne bougent pas.

Comme ils ne bougent pas depuis que la compagnie a augmenté de 50% la vitesse des lignes de montage. En augmentant ainsi le rythme du travail, les boss récupèrent largement les

ouvriers de l'usine de la rue Notre-Dame et c'est à partir de ce bilan que des rencontres vont être organisées.

Ces rencontres vont permettre d'élargir la discussion sur le débrayage, mais aussi de voir comment les gars peuvent s'organiser pour démocratiser le syndicat, pour faire que les gars soient informés sur ce qui se passe dans l'usine et pour mieux connaître leurs droits: griefs, etc. Cette question de l'information et de la démocratie dans le syndicat est liée à une question plus générale: celle de la transformation du syndicat et du remplacement de certains éléments pourris à l'exécutif de l'union. Les prochaines élections pour l'exécutif sont prévues pour le mois de septembre. D'ici là, les gars ont l'intention de se préparer.

Après s'être fait manipuler et fourrer par la compagnie et le syndicat lors de la convention qui vient d'être signée, les gars ont décidé que ça ne se reproduirait plus. Ils vont commencer à préparer la prochaine convention qui débutera dans deux ans. Avec



Les ouvriers en assemblée lors de leur dernier débrayage.

petites augmentations de salaire que les gars viennent d'obtenir. Les gars produisent en double maintenant.

La résistance s'organise

Mais les ouvriers de la G.E. n'ont pas l'intention de se laisser faire. A la suite du débrayage, un groupe de travailleurs prépare un bilan de leur action. Ils commencent à tirer les leçons de grève: la solidarité des travailleurs, les attitudes du syndicat et de la compagnie, les erreurs à ne pas répéter.

Ce bilan va être distribué à tous les

l'augmentation rapide du coût de la vie, c'est un point important pour les gars. Il faut qu'ils s'assurent d'une sécurité financière.

Enfin, les ouvriers n'ont pas l'intention de rester confinés aux seuls problèmes de leur usine. Ils vont arrêter de se regarder le nombril et s'intéresser à ce qui se passe dans les autres usines. Apprendre à mieux connaître les problèmes communs à la classe ouvrière, mais surtout apprendre à régler ensemble ces problèmes. Développer la solidarité pour mieux lutter.

A la G.E., la lutte est loin d'être finie.
BULLETIN POPULAIRE 4 AVRIL 1974 7.

Le gouvernement prend le monde pour des caves.

Lundi, le 25 mars, Lise Bacon, Ministre d'Etat aux Affaires sociales, rencontrait les garderies de Montréal, dans le cadre d'une tournée de "consultation populaire", qui annonce une nouvelle loi concernant les garderies et la garde de jour en général. Voici ce que le Comité de Liaison des garderies populaires, qui regroupe 23 garderies, en pense.

Quel était le but de la réunion?

Lise Bacon nous a présenté un texte expliquant les intentions du gouvernement par rapport aux garderies. Le but de la réunion était de faire en principe une consultation avec les garderies existantes. Mais chaque fois

qu'on disait ce qu'on pensait, on était devant un mur!

Tu veux dire que votre opinion lui importait peu?

Oui. Et plus que ça, nous pensons qu'un projet de loi sera présenté dans peu de temps, peut-être trois ou quatre semaines. La consultation c'est juste pour les apparences. Ils ne vont rien changer à ce qu'ils proposent déjà.

Est-ce que c'est votre première rencontre avec le Ministère?

Non. Nous les avons rencontrés au moins 5 fois en 4 mois, pour négocier les revendications qu'on faisait. Puis, ils nous arrivent avec un document, trois mois après, qui ne fait pas mention, pas une fois, de tout ce qu'on a discuté.

Qu'est-ce que le gouvernement propose?

Ni plus ni moins qu'une nouvelle

politique d'assistance sociale aux parents pauvres. Ils veulent donner une certaine somme aux parents qui en font la demande. Ça ne crée pas un réseau de garderies. Tout ce que ça fait, c'est que ça aide les garderies privées, en donnant un peu d'argent à des individus.

Combien d'argent veulent-ils donner?

Si on prend une famille qui bénéficierait de l'aide maximum, c.a.d. avec 2 enfants et gagnant \$5,000 ou moins par année, la subvention serait de \$8.00 par jour. Or, nous avons calculé que ça coûte \$6.83 par jour, par enfant. Ça veut dire que les parents auraient à payer \$5.66 par jour de leur poche. Pour un an, ça monte à \$1,471.60. Avec un salaire annuel de \$5,000 brut, c'est clair qu'il n'y a pas personne qui pourra envoyer ses enfants dans une garderie. Pour nous, les garderies populaires, comme on est implanté en milieu ouvrier, ça nous fait perdre la majorité de nos membres.

Comme ça, ça servirait en même temps à éliminer les garderies populaires?

Oui. C'est vraiment un document qui nous montre que dans ce domaine, comme dans d'autres domaines au Québec, c'est l'entreprise privée qui suggère fortement les politiques du Ministère. Un document comme celui-là, ça va tout à fait dans l'intérêt des garderies privées.

Dans un domaine social comme celui des enfants, l'Etat devrait assurer financièrement les coûts des projets, et contrôler aussi la qualité du service.

Il n'y a pas de contrôle de la qualité des services dans le document?

Il n'y a aucun critère pour contrôler ce qui se fait dans les garderies privées. Comment on entasse les enfants, quelles activités ils leur font faire. Rien. Ce qu'ils suggèrent d'encore pire, pour réduire les coûts, c'est de mettre les enfants de moins de 3 ans



La file était longue pour exposer des revendications à Mme Bacon.

dans une "garderie en milieu familial". Ca c'est une mère de famille qui décide de prendre des enfants chez elle, au même taux que les foyers nourriciers, ça veut dire \$2.50 par jour. Habituellement ceux qui font ça le font parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'argent. Ils ont des petits logements, ils n'ont pas les moyens d'acheter des jouets pour les enfants, et en plus, ils doivent s'occuper de leur ménage. On peut se demander quel genre de garde ça va faire.

Et les garderies en milieu de travail?

Tout ce que le gouvernement fait, c'est suggérer que les parents et les employeurs en partagent les frais. Je ne connais pas un employeur qui le ferait de bonté de cœur! Et même si ça avait lieu, et que le gouvernement ne subventionne pas les garderies en milieu de travail, ça donnerait au patron un moyen de chantage énorme sur les femmes qui y mettraient leurs enfants.

Qu'avez-vous demandé au gouvernement?

On demande, comme première étape, que toutes les garderies existantes, et les garderies populaires surtout — à cause de la clientèle qu'on a — reçoivent un budget global de fonctionnement, sur la base d'un budget type qu'on a présenté. Ça coûterait \$62,200. par année pour une garderie de 35 enfants et 7 moniteurs. Là-dessus, la contribution des parents **dans nos milieux** serait de 10% en moyenne. Le fédéral a déjà annoncé qu'il payerait 50% des coûts et il resterait au provincial 40% à payer. Soit \$24,880. pour un maximum d'environ 7 millions de dollars, parce que dans les quartiers riches, les parents pourraient contribuer à une plus grosse part.

On demande une politique qui vise à établir un réseau de garderies solides, plutôt que de laisser ça au bon plaisir de l'entreprise privée.

Comment ça serait géré?

Une chose qui est très importante

pour nous, c'est l'autonomie des garderies. Pour cela, on propose que les garderies soient enregistrées sous la forme de coopératives, à but non lucratif, et reçoivent des subventions du gouvernement. Le type de contrôle que le gouvernement peut avoir c'est un contrôle monétaire, et un contrôle sur les normes de sécurité et de santé. Ce serait les travailleurs et les parents qui s'occuperaient de l'administration de la garderie.

On recommande aussi qu'il y ait en moyenne 1 moniteur pour 7 enfants, pour qu'il puisse s'en occuper correctement.

Puisque ça ne coûterait pas tellement cher au gouvernement de subventionner les garderies, pourquoi refuse-t-il?

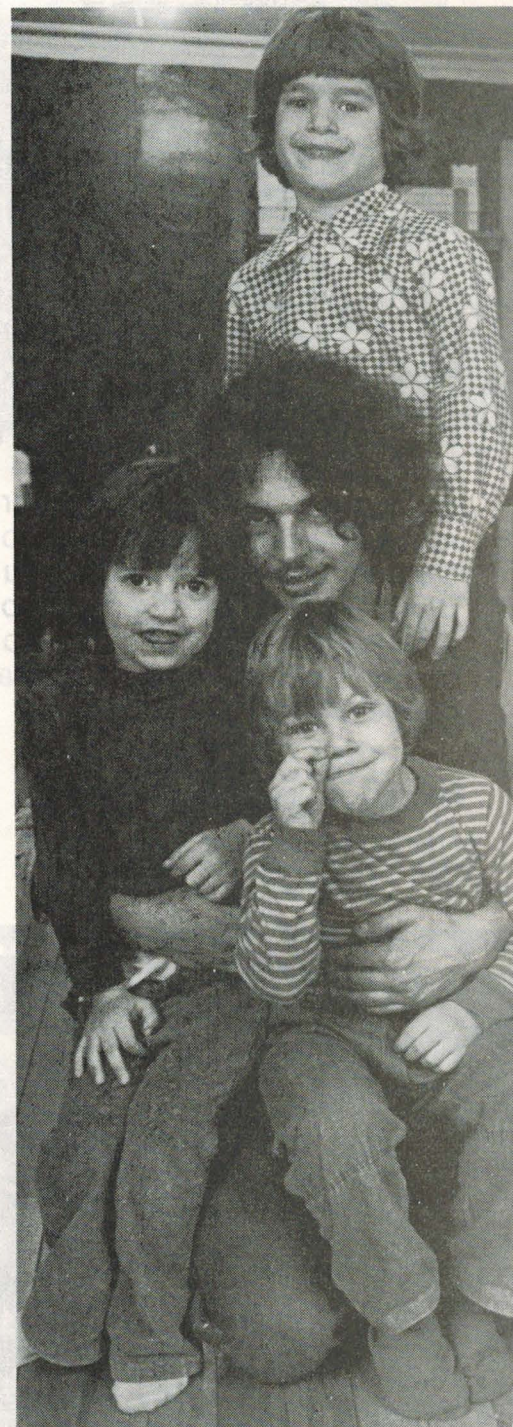
Pour plusieurs raisons. D'abord, ça encouragerait les femmes à aller sur le marché du travail. Avec le taux de chômage qu'il y a maintenant, ça ne ferait pas leur affaire.

Aussi, il existe un réseau de garderies privées, et ils ne sont pas prêts à compromettre ça! Par exemple, les normes provinciales pour les garderies ont été établies en collaboration avec les garderies privées, il y a à peu près 5 ans. Le ratio de 1 moniteur par quinze enfants, ça fait l'affaire des garderies privées. Elles engagent moins de monde, c'est plus payant.

Qu'avez-vous l'intention de faire?

Il faut qu'on s'organise, d'abord pour l'échéance du mois de mai où une partie des subventions sera coupée. Qu'on s'organise pour continuer quand même. Et aussi faire le plus de pressions possible pour que le gouvernement nous subventionne. Nous allons informer mieux les parents, leurs expliquer l'enjeu de la lutte. Il faut que les gens nous appuient.

Il n'est pas question qu'on lâche. On n'a pas le choix et les parents n'ont pas le choix non plus.



COOPRIX: les boss en font leur affaire

En 1968, la Fédération des Magasins CO-OP lançait l'idée des COOPRIX. Enfin, les consommateurs pouvaient respirer. Ils allaient avoir l'occasion de garnir leur garde-manger sans gruger la majeure partie du salaire de la semaine. Ils allaient aussi recevoir l'information nécessaire sur la valeur des produits qu'on leur propose à grand renfort de publicité trompeuse. Enfin, les membres de COOPRIX auraient leur mot à dire sur la façon dont doit être administré leur magasin d'alimentation. La crise qui, actuellement, secoue les COOPRIX semble bien démontrer que ces objectifs n'ont jamais été atteints et qu'ils n'ont aucune chance de l'être tant que nos petits hommes d'affaires auront le contrôle de ces coopératives.

Les COOPRIX, une bonne affaire.

La Fédération des Magasins CO-OP est une fédération de coopératives

dont l'activité principale est celle de la distribution en gros de produits alimentaires. Jusqu'en 1968, son marché limité à la campagne lui

imposait de sévères limites d'expansion. La Fédération devait à tout prix faire une percée dans les villes pour agrandir son marché et se donner les moyens de grossir son affaire. Le défi n'était pas trop grand. La population des villes devenait de plus en plus consciente du fait qu'elle se faisait littéralement voler, même en faisant son marché de fin de semaine. On commençait à les connaître les trucs de publicité, les spéciaux, les beaux étalages, etc. Au bout du compte, les quantités diminuaient toujours et les prix montaient.

Dans ce contexte, bien des gens étaient sympathiques à l'idée d'un magasin qui ne cherchait pas à faire des profits extravagants, mais qui viserait à donner au client la meilleure qualité possible au plus bas prix. L'idée était lancée et en peu de temps, deux coopératives de détail ouvraient leurs portes à Montréal. Le succès fut foudroyant; les promoteurs du projet avaient vu juste. Avec l'ouverture de six autres COOPRIX à Québec et dans d'autres villes de la province, les affaires de la Fédération montèrent en flèche. Ces quelques chiffres en témoignent :

ANNEE	CHIFFRES D'AFFAIRES
1951-52	\$ 307,837
1956-57	\$ 5,032,572
1961-62	\$12,706,460
1966-67	\$25,551,473
1972-73	\$77,602,940

Les renards sortent de leur trou

Les affaires vont bien, mais qu'arrive-t-il des objectifs qui avaient été mis de l'avant lors du lancement



du projet? Déjà, bien des usagers de COOPRIX se demandent en quoi leur coopérative peut bien se différencier du Steinberg local. A quelques cents près, il en coûte aussi cher faire ses achats chez COOPRIX. On y retrouve les mêmes étagères et le même nombre infini de marques de biscuits, de soupes, etc. Les fameux "spéciaux" réapparaissent tranquillement. On parle même de louer (\$200. à \$400. par mois) les bouts de rangées aux producteurs de certaines marques. De plus en plus, ces mêmes producteurs se chargent eux-mêmes de monter les étagères de leurs produits.

Face à une situation qui se dégrade sans cesse, le mécontentement se fait sentir. Qui prend ces décisions? Comment un coopérateur peut-il donner son opinion et dire qu'il connaît de meilleurs moyens d'être "sur le bord du consommateur"? Plusieurs employés des COOPRIX, heureux de pouvoir travailler dans une entreprise dont le but premier n'était pas de voler le monde, se demandent s'ils ne se sont pas fait rouler et si leur employeur n'est pas comme tous les autres (ils avaient déjà eu l'occasion de se poser cette question lors de la signature de leur convention collective). L'Institut de Protection du Consommateur, qui avait d'abord été mis en place pour veiller sur de telles pratiques et assurer la protection des coopérateurs, commence à se poser des questions sur l'importance de son rôle et, surtout, sur son utilité.

Face à ce mécontentement, il y a les directeurs de la Fédération dont l'attention est centrée sur la construction d'une plus grande force économique. Cela veut dire qu'il faut étendre le marché de distribution et prendre des mesures pour entrer dans le domaine de la production. Cet objectif demande de l'argent, beaucoup d'argent. La meilleure façon de faire beaucoup d'argent, les Steinberg et compagnie l'ont découverte depuis



longtemps. Il n'y a qu'à suivre leur exemple.

Des petits patrons qui veulent devenir gros.

Dans ce conflit, ce sont justement les directeurs de la Fédération qui ont le haut du pavé. Non seulement contrôlent-ils tous les paliers de décision, ils vont même jusqu'à dire ouvertement que la démocratie n'est pas rentable dans une grosse coopérative et qu'il faut être rêveur pour penser qu'elle puisse être appliquée. Ils ajoutent même que leur rôle principal est celui de brasser des affaires et qu'ils ne peuvent tenir compte prioritairement des besoins des gens avant d'avoir réussi à construire un puissant empire économique. Quand cet empire sera-t-il assez grand et assez puissant pour qu'ils puissent enfin tenir compte des besoins réels des gens? Personne ne le sait...

Et maintenant, ils prennent les moyens pour s'assurer que personne ne les contredira. L'Institut de Protection du Consommateur devenait un peu trop gênant; on essaie donc de s'en débarrasser et ça ne semble pas poser trop de difficultés. La masse des coopérateurs pourrait leur poser des bâtons dans les roues et tenter de renverser cette politique; on parle sérieusement de distinguer deux sortes de coopérateurs. Il y aurait ceux qui paient un dollar pour avoir le droit de se faire fourrer chez COOPRIX et ceux qui paient cinquante dollars et qui ont droit de dire leur mot sur la

marque des magasins. Il y a de bonne chance que ceux dont les moyens permettent de payer une telle somme soient d'accord avec les dirigeants. De toute façon, ils seront moins nombreux et plus faciles à contrôler.

Les coopératives: moyen de lutte ou source d'exploitation

On peut donc se demander en quoi une telle coopérative peut bien aider les travailleurs. L'exemple de COOPRIX n'a rien de convaincant, au contraire. Mais cela veut-il dire que le coopératisme ne peut devenir un véritable instrument de lutte au profit des intérêts des travailleurs? Nous commençons tous à sentir l'importance de se regrouper pour mener la lutte contre ceux qui nous volent quotidiennement. Nous devinons aussi tout ce qu'il y a à apprendre de l'organisation et de la lutte collective: la solidarité et la conscience de nos véritables intérêts.

Cet exemple de COOPRIX nous apprend quelque chose: n'importe quel instrument (c'est la même chose pour les syndicats) ne peut servir que ceux qui le contrôlent. Au Québec, le mouvement coopératif n'a jamais été contrôlé par les travailleurs. Il a été et il est encore aux mains des petits patrons québécois. L'intérêt de ce beau monde, c'est de devenir de plus gros patrons et de faire concurrence à ceux qui le sont déjà. Pour eux, c'est un bon truc que de se servir des économies et des énergies des ouvriers en leur faisant croire qu'ils veulent les aider.

**Des étudiants
au cegep Edouard-Montpetit**

Un geste de solidarité assez spécial !

Au CEGEP Edouard-Montpetit, des étudiants et un animateur sont menacés de renvoi. Pourquoi?

En décembre dernier, les travailleurs de la United Aircraft louaient une salle au CEGEP Edouard-Montpetit. Le prix pour une soirée: \$1,300.00. L'administration du CEGEP, qui compte en son sein un cadre et d'anciens administrateurs de la United Aircraft, n'y va pas de main morte, elle charge le gros prix.

Le 22 février, les travailleurs de la United doivent se réunir à nouveau, dans une grande salle, pour voter sur de nouvelles offres patronales. Il n'est pas question de payer \$1,300.00 cette fois.

Sept étudiants et un animateur des services aux étudiants du CEGEP décident de concrétiser leur appui aux travailleurs de la United en grève. Ils se prévalent de leur droit d'utiliser gratuitement les locaux du CEGEP et réservent une salle. Le soir du 22 février, la salle n'est pas tant occupée par des étudiants que par les travailleurs de la United qui votent contre les dernières offres patronales.

L'administration du CEGEP se prépare maintenant à renvoyer les huit signataires de la réquisition pour la salle. Elle attend la fin de la session pour leur signifier qu'elle les met à la porte. En les mettant dehors maintenant, elle sait trop qu'elle risque d'avoir à affronter une mobilisation étudiante.

Mais les étudiants ont eu vent de cette tactique. Réunis en assemblée générale la semaine dernière, ils ont décidé d'exiger que l'administration se prononce par écrit et donne l'assurance qu'aucune représaille ne sera prise contre les huit signataires.

L'administration refuse, à date, de satisfaire cette exigence. Elle a institué une commission d'enquête



qui doit rendre compte le 9 avril de ses résultats. Si aucune garantie de non-représailles n'est fournie ce jour-là, les étudiants décideront d'une stratégie à prendre. Pour l'ins-

tant, ils continuent à être solidaires de l'action des huit signataires et de la lutte des travailleurs de la United Aircraft.

Huit groupes populaires dans St-Louis

On ne veut plus se faire jouer des «tours»

Depuis quelque temps, on entend parler d'un projet de tour d'habitation près du Carré St-Louis, à Montréal. Ce projet, connu sous le nom de "St-Louis sur le parc", fait déjà l'objet de nombreuses critiques. Ces critiques sont principalement formulées par une minorité de petits propriétaires, possédant des maisons près du Carré St-Louis et qui ont des intérêts très personnels à empêcher la réalisation du projet.

Huit groupes populaires du quartier St-Louis ont choisi, eux, de resituer le problème dans une dimension plus large. Pour eux, le problème fondamental, ce n'est pas la destruction des maisons historiques du Carré St-Louis mais bien plutôt la destruction de tout un quartier populaire.

Le quartier St-Louis est formé essentiellement de familles nombreuses de travailleurs, locataires à 92.7%. Cependant, de 1961 à 1971, 2,800 familles ont quitté le quartier. Pourquoi? Parce que le quartier est aux prises avec des envahisseurs. Des spéculateurs achètent partout des maisons qu'ils n'entretiennent pas parce qu'ils sont seulement intéressés par la valeur des terrains. De nombreux logements sont démolis. Les grands logements se font de plus en plus rares. A cause de cette rareté, les prix des loyers montent.

Tout ceci se faisant avec la complicité de l'administration municipale, laquelle administration promet des HLM qui deviendront de toute façon des taudis d'ici 10 ans, étant donné la négligence des constructeurs et des promoteurs intéressés seulement à faire le plus de profit possible.

Les tours de luxe commerciales et d'habitation se font de plus en plus envahissantes. Le projet Concordia gruge le quartier. Le tout se faisant selon un plan systématiquement planifié en fonction du profit et non en fonction d'un aménagement du quartier pour les travailleurs qui y habitent.

Les huit groupes du quartier St-Louis veulent, dans un premier temps, sensibiliser la population du quartier au problème de la rénovation urbaine en expliquant la logique du profit qui la mène afin que, dans un deuxième temps, la population décide d'y opposer une autre logique, celle de la communauté ouvrière et de ses besoins à satisfaire.

(Liste des groupes participant au regroupement: Coopérative d'Éducation populaire des citoyens d'Olier, Association des locataires, Clinique Centre-Ville, Services juridiques St-Louis, Radio Centre-Ville, Projet Changement, l'Atelier d'Éducation populaire, Garderie St-Urbain)

Quand les unions remplacent le gouvernement

Si les 850 ouvriers de la construction d'un des chantiers de la Baie James se trouvent sans emploi depuis quinze jours, s'ils risquent d'être sans ouvrage et coupés de salaire encore pendant un mois, c'est principalement à cause de la FTQ-construction qui vise le monopole syndical dans ce secteur. Pour la FTQ, l'ennemi principal ce n'est ni le gouvernement, ni les patrons: c'est la CSN.

On pourrait même dire que les dirigeants syndicaux de la FTQ-construction, André Desjardins à leur tête, s'entendent assez bien avec le gouvernement et son ministre du Travail. D'ailleurs, les hauts fonctionnaires du ministère du Travail sollicitent souvent l'intervention du Conseil provincial des métiers de la construction quand il y a des ouvriers qui revendiquent sur les chantiers. Les unions FTQ de la construction, ça ressemble plus à une grosse police qu'à un syndicat qui défend l'intérêt des ouvriers.

Le contrôle

On connaît bien l'importance de l'industrie de la construction. En moyenne, un ouvrier sur 9 au Québec est un travailleur de la construction.

En contrôlant les syndicats de la construction, ça permet de stabiliser les profits. Au cours des dernières années, toutes les lois dans le secteur de la construction, n'ont eu qu'un but: favoriser la négociation au sommet pour contrôler les syndicats locaux. Et dans ce processus, le ministre Cournoyer s'est assuré un allié d'importance, la FTQ-construction, en lui promettant le monopole syndical. Et à la Baie James, le monopole syndical ça veut dire plusieurs millions de dollars en cotisations au cours des prochaines années.

D'où la nécessité pour les unions d'avoir le contrôle de la main-d'oeuvre.

Les conditions de travail

Les dirigeants de la FTQ-construction

disent qu'il faut expliquer les événements de la Baie James par les mauvaises conditions de travail et de séjour qui sont faites aux ouvriers par la Société d'énergie de la Baie James.

Mais en décembre 72, des ouvriers de la FTQ et de la CSN sont expulsés de la Baie James par un délégué syndical de la FTQ, Léo Thousel. Un ouvrier membre de la FTQ est même renvoyé, avec quelques-uns de ses camarades de travail, par le délégué syndical parce qu'il se plaint de la

mauvaise qualité de la nourriture.

La FTQ-construction affirme qu'il s'agit d'un soulèvement spontané des ouvriers du chantier. Mais il n'est pas dans l'habitude des dirigeants syndicaux de la construction FTQ de laisser s'exprimer librement la spontanéité des ouvriers. Le mois dernier, les travailleurs du chantier Carrefour Laval reçoivent l'ordre de retourner au travail par les agents d'affaires du syndicat. Les ouvriers avaient débrayé pour protester contre l'abolition du permis de travail.

Les vraies raisons

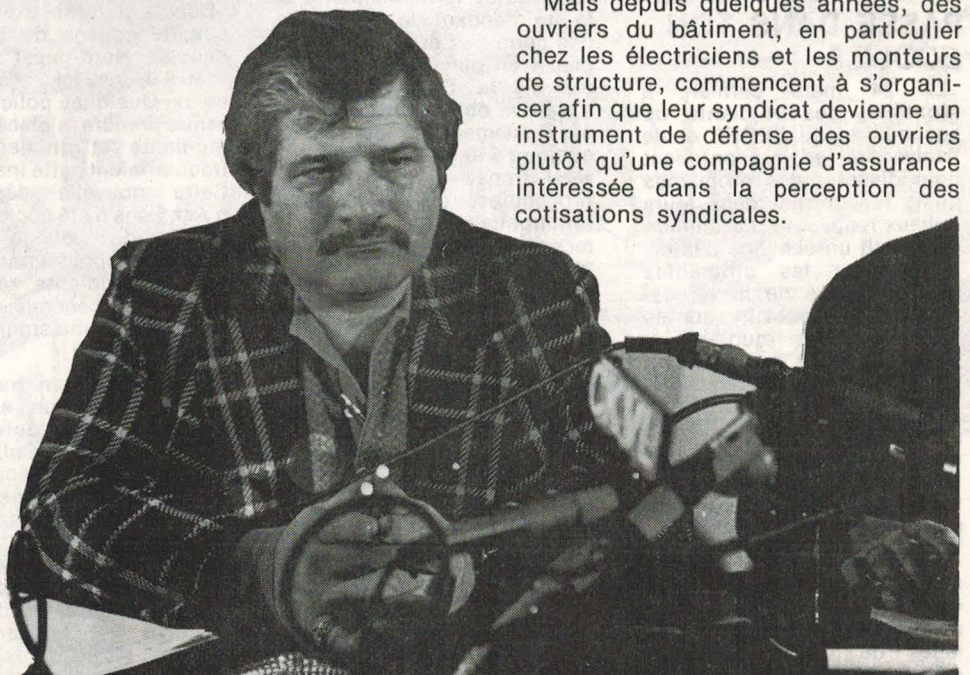
En fait, on peut dire que les vraies raisons qui expliquent les événements de la Baie James sont plus simples. Deux ouvriers membres de la CSN ayant été congédiés, ils sont réengagés par un autre contracteur où la majorité des ouvriers sont syndiqués à la FTQ.

Pour la FTQ-construction, ce geste impliquait un précédent dangereux, puisqu'il menait à la liberté de choisir son syndicat pour les ouvriers. Dans ces conditions, il fallait poser un geste pour montrer aux patrons et aux ouvriers qu'il y avait "une vraie force" sur les chantiers de la Baie James.

Quand on se bat pour le monopole syndical, l'ennemi principal, ce n'est plus le patron, ni le gouvernement, mais l'autre centrale. **Ca veut dire que les énergies sont mises en priorité sur la destruction du syndicat rival** et que le syndicat rival, la CSN-construction, n'a plus qu'une chose à faire: exister.

Une opposition qui s'organise

Mais depuis quelques années, des ouvriers du bâtiment, en particulier chez les électriciens et les monteuses de structure, commencent à s'organiser afin que leur syndicat devienne un instrument de défense des ouvriers plutôt qu'une compagnie d'assurance intéressée dans la perception des cotisations syndicales.

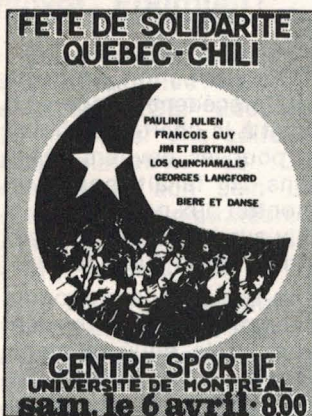


André Desjardins, directeur de la FTQ-construction. On l'appelle aussi "la vraie force".

FETE DE SOLIDARITÉ QUEBEC-CHILI

Samedi le 6 avril, à 20 heures, au Centre sportif de l'Université de Montréal, aura lieu une fête de solidarité Québec-Chili. Cette soirée culturelle vise à constituer un fonds de secours pour le peuple chilien.

Jusqu'à maintenant, le Comité de solidarité Québec-Chili a réussi à amasser \$15,000.00 pour la résistance chilienne. Ce qui n'est pas beaucoup en cinq mois à côté du \$120,00.00 si facilement souscrit au fonds "Henri Richard" pour les enfants du seul Orphelinat St-Arsène.



Les billets sont en vente, à \$2.00, au Centre sportif de l'Université de Montréal, à l'Alternatif et au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal.

QU'EST-CE QUI SE PASSE DANS TON ECOLE ?

Le 24 mars dernier, à Montréal, des étudiants du secondaire, du CEGEP et de l'université se rencontraient pour discuter des problèmes qu'ils rencontrent dans leurs milieux respectifs. La réunion se voulait un échange d'information sur les différentes manifestations de la répression en milieu scolaire, sur les luttes que les étudiants y mènent et les organisations qui s'y développent.

Plusieurs étudiants d'école secondaire se sont arrêtés à décrire l'encadrement autoritaire et disciplinaire dans lequel ils baignent cinq jours par semaine.

Des étudiants de CEGEP ont surtout parlé des luttes qu'ils ont menées ou qu'ils mènent présentement dans leurs collèges de même que des organisations qui s'y dévelop-

pent parfois en liaison avec des groupes de travailleurs.

Les étudiants se sont surtout attardés à relever les différentes manifestations de la répression dans leurs écoles, l'identification des causes de la répression étant un peu laissée pour compte. Toutefois, on peut dire que cette rencontre n'a pas été inutile étant donné qu'elle a permis d'ouvrir des horizons et d'apprendre un peu plus sur ce qui se passe en gros dans les différents niveaux scolaires...

LA CIVILISATION DES LOISIRS N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS

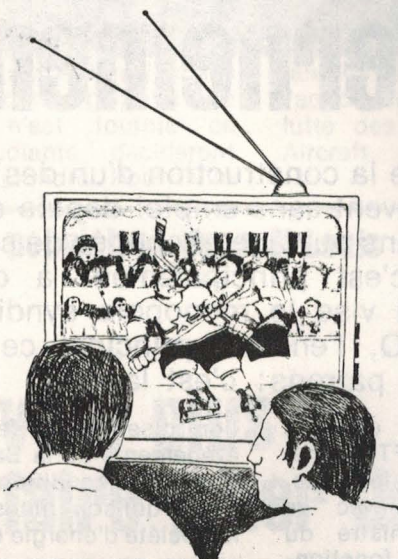
On pouvait lire récemment dans les journaux que plusieurs hauts-fonctionnaires municipaux, provinciaux et fédéraux, recevaient gratuitement des billets de saison du Forum de Montréal pour assister aux parties de hockey de la Ligue nationale. Or, deux billets de saison pour les parties de hockey au Forum valent un peu plus de \$700.00

On pouvait lire aussi qu'en 1969, un rapport avait été remis à la Ville de Montréal, faisant état du fait que la Canadian Arena avait fait défaut de remettre la taxe d'amusement perçue sur les billets de saison des gens qui faisaient défaut d'assister aux matches. Ce rapport, préparé par une firme comptable, blâmait le directeur des finances de la municipalité et le surintendant de la division des permis et privilèges de se placer en plein conflit d'intérêt. Et la Canadian Arena s'était vu obligée de rembourser finalement une somme de quelque \$40,000. à la municipalité. Le Nouveau-Brunswick, est silencieux. Quelques policiers sont venus prendre la place des 172 étudiants et étudiantes qui fréquentaient cette institution. Cette nouvelle déportation d'Acadiens a été décidée par le recteur du Collège de Bathurst, Léopold Lantaigne, à qui les étudiants réunis en Assemblée générale avait demandé de démissionner le 13 mars dernier.

C'est la politique du service qui en attire un autre. "J'te donne des billets gratuits et en échange, tu fermes les yeux devant mon administration et les taxes que je te dois". C'est un procédé courant qui n'est pas seulement utilisé par le Forum de Montréal et la Ville de Montréal. A l'Hydro-Québec, des billets gratuits pour le Forum et la Place des Arts sont disponibles pour les hauts-fonctionnaires.

Pendant ce temps-là, les travailleurs payent taxes et impôt, et, bien sûr, ils

regardent le hockey à la télévision avec une bonne bière Molson. Ils n'ont pas en majorité les moyens de se payer d'autre chose. Au prix où sont les billets pour le Forum, la Place des Arts et autres, la plupart des travailleurs sont obligés de passer le peu de temps de loisir qu'ils ont devant la télévision ou... sur le balcon en été.



La civilisation des loisirs dont parlent parfois les sociologues, c'est celle de ceux qui ont le pouvoir et l'argent, pas celle des travailleurs.

UNE NOUVELLE DEPORTATION EN ACADIE

Depuis plus de trois semaines, le collège de Bathurst, dans le Nord-ouest du Nouveau-Brunswick, est silencieux. Quelques policiers sont venus prendre la place des 172 étudiants et étudiantes qui fréquentaient cette institution. Cette nouvelle déportation d'Acadiens a été décidée par le recteur du Collège de Bathurst, Léopold Lantaigne, à qui les étudiants réunis en Assemblée générale avait demandé de démissionner le 13 mars dernier.

Seule institution francophone dispensant un enseignement de niveau universitaire en Acadie, le Collège de Bathurst connaît depuis quelques années certaines difficultés. Les inscriptions au cycle universitaire ont diminué d'années en années au profit de l'Université de Moncton située hors des frontières de l'Acadie, où est concentrée la majeure partie de la population francophone de la provin-

ce. Cette situation fut d'ailleurs encouragée par le ministère de l'éducation du Nouveau-Brunswick qui veut abolir dès l'an prochain l'enseignement universitaire à Bathurst et remplacer le collège par une institution de type CEGEP. La majorité des étudiants actuels n'est pas d'accord avec cette nouvelle orientation. C'est donc parce qu'ils considèrent que le recteur a fait preuve d'incompétence administrative que les étudiants exigent sa démission.

Ceux-ci ont d'ailleurs obtenu l'appui d'une bonne partie des professeurs. Mais la direction du Syndicat des professeurs et employés professionnels du Collège de Bathurst, affilié au SCFP, Syndicat canadien de la fonction publique, tient à garder ses distances par rapport au mouvement étudiant "pour ne pas nuire aux négociations en cours avec l'administration". La transformation du collège entraînera la mise à pied de 22 personnes, dont neuf professeurs, en raison de l'abandon du premier cycle d'enseignement universitaire. Le syndicat, qui en est à sa première convention collective, a donc fait adopter une motion de non-confiance à l'endroit de l'administration du collège, mais il refuse de se rallier à la position étudiante exigeant la démission du recteur, mesure qui lui paraît bien radicale. Un syndicat jeune n'est pas toujours un syndicat combatif!

Quant aux étudiants, ils entendent bien réintégrer leur collège fermé le 19 mars dernier par suite d'une décision du recteur qui voulait mettre fin à une occupation dont l'objectif était d'obtenir sa démission. Depuis cette date, les étudiants continuent leurs activités dans "un collège hors les murs" qui fonctionne avec la collaboration de 14 enseignants ralliés à leur cause. Les conditions des étudiants pour la réouverture du collège: la réadmission de trois étudiants exclus par le recteur, la démission de celui-ci et la formation d'une commission à laquelle participeraient des représentants des groupes populaires locaux pour étudier la situation du collège de Bathurst.

Les étudiants du Collège de Bathurst sont en train de prouver que les Acadiens n'accepteront plus la déportation en silence.

la rénovation à Hull, urbaine

DOSSIER

Dans nos grandes villes du Québec, des quartiers populaires sont détruits, des travailleurs sont chassés de leur milieu, dispersés, obligés de se reloger souvent eux-mêmes, sans aide des gouvernements et à des loyers plus élevés. Par quoi sont-ils remplacés? Par des autoroutes, des gros édifices administratifs et commerciaux, des blocs appartements tout en hauteur.



À QUI ÇA SERT ?



HULL

La rénovation urbaine, À QUI ÇA SERT ?

A Hull, les quartiers populaires et leurs habitants seront bientôt sacrifiés à la rénovation urbaine. Tout est mis en oeuvre pour faire de Hull, une ville pour riches et pour hauts-fonctionnaires fédéraux. Autoroutes vers Ottawa, édifices administratifs fédéraux, blocs appartements luxueux pour hauts-fonctionnaires, etc. Le bal est déjà commencé et il n'est pas prêt de se terminer.

Des travailleurs de Hull ont choisi de lutter contre cette rénovation urbaine qui se fait sur leur dos. Ils savent déjà trop que la rénovation urbaine ne sert pas leurs intérêts. L'occasion de mener une bataille s'est présentée récemment depuis que la ville de Hull tente de faire passer un code du logement, mesure apparemment progressiste mais qui s'insère dans la logique de la rénovation urbaine actuelle.

Officiellement ce code vise la disparition des taudis en obligeant les propriétaires de logements à respecter certaines normes minima de qualité. Si ces normes ne sont pas respectées, la ville peut déclarer des logis inhabitables et forcer leur fermeture; ou encore, elle peut signifier au propriétaire les réparations à faire et l'obliger à restaurer.

Le code du logement contribue-t-il à résoudre le problème des taudis et plus généralement le problème du logement des travailleurs à bas revenus? Ou au contraire, la soit-disante lutte contre les taudis est-elle un paravent, un prétexte officiel pour régler d'autres problèmes et servir finalement les intérêts d'autres groupes sociaux que les travailleurs à bas-revenus?

Pourquoi des taudis ?

Le plan directeur de la ville de Hull dit qu'il y a à Hull 4,450 logements inadéquats. Et 90% de ces logements inadéquats se retrouvent dans l'île de Hull.

Pourquoi des taudis? Evidemment ceux qui nous gouvernent sont bien obligés d'avancer une explication. Pour eux, la détérioration est un phénomène naturel: comme pour les hommes, les maisons se détériorent parce qu'elles vieillissent.

Mais, si l'on y réfléchit, on est forcé de constater qu'il s'agit là d'une explication bien partielle. En réalité, si les habitations se détériorent, ce n'est pas d'abord à cause de leur âge, c'est avant tout parce qu'on ne les entretient pas, et ce qu'il faut expliquer, c'est ce non-entretien. Or, ce non-entretien est un fait social: il résulte de l'action ou de l'inaction des hommes.

Les vraies raisons

Pourquoi n'entretient-on pas les logements qui autrement pourraient durer fort longtemps?

Une première raison est que dans notre système économique, le logement est non pas un bien matériel conçu en fonction du bien-être des personnes mais bien une **marchandise entre les mains d'un propriétaire-locateur qui l'utilise en vue d'un profit maximum**. Ainsi prenons le cas d'un propriétaire-locateur d'un logement en quartier populaire: il sait qu'il ne peut exiger un loyer au-delà d'un certain

maximum étant donné la faible capacité de payer de son éventuelle clientèle; aussi est-il incité à **ne pas entretenir son logement pour diminuer ses frais et faire un profit maximum.** Comme la très grande majorité des travailleurs de Hull sont à loyer, on devine facilement que la plupart d'entre eux, surtout ceux à bas-revenus, habitent un logement inadéquat jusqu'à un certain degré: ainsi dans l'île, 75% des ménages sont à loyer et au moins 76% des logements sont inadéquats, étrange coïncidence!

On peut se demander alors pourquoi les travailleurs habitant des logis délabrés ne vont pas habiter ailleurs? C'est parce qu'à cause de la pénurie grave de logements accessibles à leurs revenus, ces locataires n'ont pas d'autre choix que d'accepter de loger dans ces taudis, à moins de se résigner à l'exode. Les marchands de taudis sont ainsi assurés en permanence d'une clientèle qui malgré qu'elle ne puisse payer des loyers très élevés, permet de faire un bon profit grâce à l'absence de coûts d'entretien. Quel taux de profit? Pour Hull précisément, il est difficile à évaluer mais disons que selon Joseph Baker, du Comité d'habitation du Montréal-métropolitain, un propriétaire de taudis réalise un taux de profit de l'ordre de 30% sur son investissement. Quel propriétaire voudrait entretenir ses bâtisses à ce compte-là!

La rénovation urbaine encourage le non-entretien

Mais en plus de cette explication, il en existe une autre, plus spécifique, liée à un phénomène nouveau de ces dernières années, la "rénovation urbaine", qui s'applique entre autres dans les quartiers populaires de Hull. La "rénovation urbaine" à Hull, en résumé, est ce processus par lequel les gouvernements et les promoteurs privés ensuite, incités ou obligés par le programme d'aménagements et de construction d'édifices du gouvernement fédéral, ont procédé à d'importants travaux d'infrastructure (aqueducs, routes, pont) et de construction d'édifices en hauteur. Il serait trop long ici d'élaborer sur le pourquoi, les mécanismes et les effets de cette rénovation sur l'ensemble de la ville de Hull. Contentons-nous de dire que les investissements publics avec les nouveaux emplois créés ont pour effet de **rendre profitable dès maintenant et de plus en plus dans l'avenir la construction de complexes résidentiels en hauteur pour classes moyennes et riches** ("Notre-Dame Towers", "Place Notre-Dame", etc.), et de centres commerciaux et administratifs (Place du Centre, Place du Portage, etc.). Mais pour que ces

développements immobiliers, actuels et futurs, puissent se réaliser effectivement, il faut un terrain. Or, ce terrain dans le centre-ville est nécessairement limité. La conséquence en est la hausse de la valeur des fonds de terrain. Dans un tel contexte, qu'arrive-t-il à la valeur des propriétés existantes? En gros, leur valeur s'accroît énormément. Mais là, il faut distinguer entre la valeur des bâtisses et celle du fond de terrain. Pourquoi? Parce que les gouvernements et les promoteurs privés qui achèteront ces propriétés le font parce qu'ils ont besoin, non pas des bâtisses qui sont un obstacle pour leurs grands projets, mais du fond de terrain qui est nécessaire pour leurs projets de construction. Ce qui veut dire que l'accroissement de la valeur de la propriété s'explique essentiellement par l'accroissement de la valeur du fond de terrain et non pas par celle de la bâtisse.

A ce moment-là, on l'aura deviné, un propriétaire-locataire n'a aucun intérêt à entretenir ses logements puisque d'une part, que les logements soient bons ou mauvais, ça n'affecte en rien la valeur de sa propriété et que d'autre part, le non-entretien lui permettra de soutirer un **plus grand profit** de ces logements en attendant leur achat par un gouvernement ou un promoteur privé. Autrement dit, **c'est parce que le propriétaire-locateur**



spécule sur la valeur de son fond de terrain qu'il n'a pas intérêt à entretenir ses logements.

La LUTTE CONTRE LES TAUDIS et la municipalité

Le pourquoi de la détérioration étant maintenant compris, voyons comment le pouvoir municipal se situe devant les mécanismes qu'on vient de décrire pour voir si vraiment il s'attaque aux taudis comme il prétend le faire par le "code du logement".

Or à ce sujet, une constatation majeure s'impose: le pouvoir municipal ignore totalement les causes du délabrement des maisons à Hull. Non seulement ne s'oppose-t-il pas à la rénovation menée par le gouvernement fédéral mais il **encourage le réaménagement des quartiers ouvriers de Hull en fonction des classes riches**, c'est-à-dire entre autres la création d'un centre-ville administratif et commercial, les résidences de luxe en hauteur, le système routier axé sur Ottawa, la disparition de l'usine E.B. Eddy de son site actuel. Or, on l'a vu, c'est cette rénovation qui pousse les propriétaires-locateurs à spéculer sur la vente prochaine de leurs terrains et à ne pas entretenir les bâtisses en attendant cette vente.

Mais plus fondamentalement, le pouvoir municipal ne met nullement

en cause le droit des propriétaires-locateurs de faire un profit avec leur logement: or, reconnaître ce droit c'est aussi reconnaître celui des marchands de taudis de ne plus entretenir leurs logements pour maintenir leur profit.

Pourquoi un code du logement ?

Mais, en fait, la municipalité cherche-t-elle vraiment à résoudre le problème des taudis? Sous couvert d'une mesure soi-disant "humaniste" et "progressiste", le parrain du projet, en prévision de la campagne à la mairie de novembre prochain, ne cherche-t-il pas plutôt à se donner figure de "bon diable" à la défense de la veuve et de l'orphelin...et du pauvre travailleur?

Mais plus que ça, qu'est-ce qui pousse la ville à présenter son code du logement, à quelle logique répond son initiative? Et cette logique, ne faut-il pas la chercher dans le processus actuel de rénovation urbaine? Car, au fond, la situation des taudis était aussi criante hier qu'aujourd'hui et pourtant on ne s'en souciait guère. Pourquoi cette sollicitude soudaine? Pour y voir un peu plus clair, examinons quelles seront les conséquences de l'application du "code du logement" dans le cadre de la "rénovation urbaine".

Un conflit d'intérêts

Dans la situation actuelle, avon-nous dit, les propriétaires-locateurs peuvent tranquillement attendre la vente à prix fort de leur terrain puisque non seulement cette attente ne leur coûte pas un sou mais aussi continue de leur apporter un profit grâce aux loyers perçus et à la non-obligation d'entretenir leurs bâtisses; or, cela les met en position de force, relativement, vis-à-vis les éventuels acheteurs, gros promoteurs privés ou gouvernements, qui eux ont besoin de leurs terrains pour leurs projets immobiliers, et dont ils peuvent exiger le prix fort en proportion des profits attendus de leurs gros développements. Autrement dit, les promoteurs immobiliers, privés ou publics, font face à deux problèmes: avoir accès aux terrains nécessaires pour leurs projets, et les obtenir à un prix le plus bas possible. Par rapport à ces exigences, ils entrent donc en conflit direct avec les marchands de taudis et les spéculateurs qui eux au contraire cherchent à retenir le plus longtemps possible et à vendre au plus haut prix leurs propriétés.

C'est dans le contexte de ce conflit au sein des classes possédantes qu'apparaît une fonction véritable que peut remplir le "code du logement". En effet, avec l'application sérieuse du code, nos propriétaires-locateurs se



verront dans l'obligation ou de restaurer ou de condamner leurs logis. Si un propriétaire-locateur se voit obligé de fermer ses logis, donc de ne plus retirer de loyers alors qu'il doit continuer à payer ses taxes, son intérêt immédiat sera évidemment de vendre et d'empocher ainsi la valeur que son terrain a acquise depuis que la "rénovation urbaine" a débuté. Qui achètera? Ou bien un gros spéculateur qui lui peut se permettre d'attendre, sachant que le prix qu'il retirera plus tard de ses terrains compensera ses coûts actuels (taxes, démolition). Ou bien un gros promoteur, heureux de pouvoir déjà acquérir du terrain à un prix abordable car le marchand de taudis, acculé à la vente, n'a plus un gros pouvoir de marchandage. Que fera construire le promoteur? **Sûrement pas des logements abordables pour les classes populaires. Il construira ce qui est le plus rentable** (et déjà prévu dans le plan-directeur de la ville de Hull): édifices administratifs ou commerciaux, résidences de luxe, le plus élevés possible quitte même à faire pression pour amender le plan de zonage si la norme de densité ne lui apparaît pas déjà suffisamment élevée. Quant aux anciens locataires, eux, ils devront se reloger ailleurs.

Si le propriétaire-locateur reçoit par contre un avis de restauration, quel sera son intérêt? La restauration pour lui ne sera intéressante que s'il peut ensuite hausser ses loyers (pas seulement pour couvrir ses frais mais

aussi augmenter son profit), donc s'il se trouve une clientèle plus riche prête à habiter ses vieux logis restaurés. Pour ce cas, une conséquence est claire: les anciens occupants ne retourneront pas dans leurs logis restaurés: à cause des loyers plus élevés, ces logis reviendront à une autre classe de gens. Mais la possibilité de restauration est bien mince d'une part parce que cette autre classe de gens sera plutôt intéressée à habiter des maisons unifamiliales en quartiers bourgeois ou des gros blocs appartements d'où risque pour notre propriétaire-locateur et surtout d'autre part, parce que ses terrains ont pris une valeur alléchante et que les gros promoteurs ou spéculateurs sont prêts à acheter d'où possibilité de profit supérieur en vendant. Mais peu importe que le propriétaire-locateur décide de restaurer ou de vendre, le résultat sera le même pour les anciens résidents: ils seront évincés et contraints à l'exode.

La première conséquence de l'application du code dans les zones de grande rénovation sera donc de forcer les marchands de taudis, les petits propriétaires-locateurs et même les propriétaires-résidents à vendre. Qui en profitera? Les gros spéculateurs et les gros promoteurs qui verront ainsi se résoudre plus facilement deux de leurs problèmes: avoir accès aux terrains nécessaires à leurs projets et les obtenir à un prix abordable. On découvre ainsi la vraie nature du code:

un règlement municipal qui sert à résoudre un conflit d'intérêt entre deux fractions des classes possédantes. Le plus inouï dans cette histoire, c'est que le code est présenté comme un moyen d'aider les travailleurs à habiter des logis décentes: on voit à quel point ceux qui nous gouvernent ont poussé l'art du camouflage.

L'intérêt de la municipalité

Mais la municipalité y trouve aussi son compte. Sur le plan financier, la municipalité a en effet intérêt à ce que les quartiers dit insalubres disparaissent le plus rapidement possible car ils lui coûtent chers en services et rapportent peu en taxes, et inversement, elle a intérêt à ce que d'importants développements se fassent le plus rapidement possible **car ils rapportent énormément en taxes** et coûtent peu chers en services à cause de leur grande densité. Or justement le "code du logement" accélérera ce processus de destruction-reconstruction en rendant plus facile, c'est-à-dire moins onéreuse, l'acquisition du fond de terrain par les promoteurs.

Sur le plan politique, les expropriations massives sont devenues dangereuses à cause des réactions qu'elles provoquent chez les expropriés et des pressions pour reloger tout ce monde. Le code permet lui une éviction en douceur et sans bruit, "à l'anglaise"





pourrait-on dire, sous un couvert humaniste de "lutte contre les taudis", c'est-à-dire une **expropriation déguisée**.

L'intérêt des gouvernements fédéral et provincial

Quant aux gouvernements fédéral et provincial, sans être directement impliqués, ils n'ont pas intérêt à être contre: le code les avantage en tant que gros promoteurs; ensuite, l'amélioration des finances municipales ne peut que tendre à réduire la pression qu'exerce sur eux la ville de Hull pour l'aider à soulager ses déséquilibres financiers; enfin, ils doivent eux aussi répondre du problème des taudis, et, par le code, la municipalité tente de donner l'impression qu'elle y apporte une solution.

L'intérêt des travailleurs

Nous avons fait le tour d'à peu près tout le monde sauf des principaux intéressés, les travailleurs à bas-revenus, les chômeurs et assistés sociaux qui habitent les quartiers populaires. Mais il fallait faire ce long détour pour comprendre ce qui leur arrive.

Première constatation: **les classes populaires n'ont pas grand'chose à dire dans tout ce processus où on décide de leur sort au nom du profit.**

Deuxièmement, pour ceux qui habitent un logis insalubre (par nécessité et non par choix), le code ne peut qu'accroître leur crainte d'être mis à la porte à tout moment; ils le seront finalement mais quelques années plus tôt que s'il n'y avait eu de "code du logement".

Mais, pourrait-on rétorquer, on va s'occuper de les reloger. Mais où? Ici, il est impérieux de rétablir les faits au-delà des belles promesses.

L'impossible relogement

A l'été '73, la liste d'attente à l'Office municipal d'habitation de Hull était d'environ 1,500 et 804 demandes au moins étaient justifiées selon les critères de l'Office. A ce moment-là, les nouvelles demandes rentraient au rythme de 20 par semaine. Or, à tout ce monde, l'Office n'offre que 50 logements qui ont commencé à être remplis en décembre dernier et elle n'a pas vraiment de nouveaux projets en vue. A l'heure actuelle, elle ne peut même pas reloger les expropriés des rues St-Laurent et Sacré-Coeur à Hull.

Mais ce que le marché public ne peut ou ne veut pas faire, le marché privé le peut-il? Il suffit de rappeler le niveau des loyers dans les logements neufs, même à loyers dits modiques, le prix d'acquisition d'une maison neuve, et la quasi-inexistence de vieux logements à bon marché pour conclure à une réponse négative.

Dispersion et exode

Si des familles sont évincées de leur logis par suite de l'application du code, si elles ne peuvent pas se reloger, où iront-elles parce qu'il faut bien qu'elles aillent quelque part? Question à laquelle il est assez difficile de répondre. Une minorité de chanceux... ou de malchanceux aboutiront dans les logements municipaux. Pour la grande majorité cependant, ce sera l'exode, la déportation loin des quartiers qu'ils ont toujours habités, là où ils ont tissé leurs liens d'amitié et leurs relations de voisinage. Certains aboutiront dans des secteurs périphériques de la région métropolitaine (dans d'autres taudis? avec quel loyer? avec quels frais de déménagement?) où le code n'est pas encore appliqué, en attendant d'être atteint par une nouvelle "rénovation urbaine"; d'autres iront à la campagne et ils devront faire un long trajet du lundi au vendredi pour venir travailler "en ville", à moins qu'ils ne deviennent tout simplement chômeurs ou assistés sociaux à plein temps... Et cette constatation n'est pas une vue de l'esprit "apocalyptique" comme le démontrent ces deux témoignages de personnes de Montréal où un "code du logement" est appliqué depuis 1966 et où on est en mesure d'en voir les conséquences réelles:

"Fait assez curieux (pas si curieux que ça quand on sait pourquoi) que je tiens à noter, c'est que les gens des quartiers "actuellement dévalorisés" où on entreprend de la restauration, s'en vont dans un autre quartier tout aussi défavorisé où ils se feront "avoir" par la rénovation urbaine".

Nicole Giroux, travailleuse sociale dans la Petite-Bourgogne, communiqué à un symposium sur la restauration des logements, tenu à Montréal les 17 et 18 avril 1971.

"Dans l'application du code du logement, on constate dans certains quartiers un exode de population; les personnes qui les habitaient déménagent ailleurs pour s'implanter dans un nouveau milieu, dans des conditions souvent plus difficiles encore et puis ils se retrouvent dépaysés car ils ont perdu leur enracinement".

Paul Lippé, coordonnateur, Association des locataires du Montréal-métropolitain.

Donc, fondamentalement, sous le prétexte de résoudre le problème des taudis, le code du logement aura pour effet de forcer la dispersion et l'exil des travailleurs victimes de la rénovation urbaine. Et dans les villes et les campagnes où ils aboutiront, cette nouvelle arrivée ne fera que créer les conditions d'une nouvelle crise du logement: ainsi on aura cherché à

résoudre le problème des taudis dans Hull en l'exportant à Gatineau, Pointe-Gatineau, etc... où les mêmes causes de la détérioration (recherche du profit) continueront de jouer.

Enfin, en entraînant la condamnation-destruction des taudis, le code du logement diminuera le stock de logements à bon marché pour les bas-salariés: cette diminution ne peut que favoriser la hausse du coût des loyers pour l'ensemble des travailleurs des quartiers populaires de Hull.

On voit maintenant que l'application du "code du logement" dans la zone de grande rénovation de Hull est clairement à l'avantage des promoteurs, des gros spéculateurs, et des gouvernements, surtout municipal, et aussi clairement au désavantage des travailleurs à faibles revenus, dont il aggrave le problème.

Le code du logement: à qui ça sert ?

On est maintenant en mesure de répondre à la question qu'on se posait au début, à savoir si le "code du logement" résout le problème des taudis et plus généralement aide à solutionner le problème du logement des familles à bas revenus. On voit maintenant clairement que le code sous prétexte de la lutte contre les taudis ne peut qu'aggraver le problème du logement que vivent les travailleurs de Hull. Parce qu'il diminue le stock

de logements qui leur est accessible, parce qu'il entraîne la hausse des loyers, parce qu'il laisse entier le problème du relogement, parce qu'il contraint les travailleurs de Hull à l'exode et à la dispersion, parce qu'il ne fait qu'exporter la crise du logement dans les municipalités voisines, le code du logement, présenté comme une mesure humanitaire, apparaît sous son vrai jour: un énorme "gadget" politique qui redore peut-être le blason électoral des édiles municipaux, mais n'apporte sûrement pas le quart du huitième de la moitié d'une solution au problème du logement vécu par les travailleurs de Hull.

La véritable raison d'être du code, elle apparaît quand on lie ce code au processus de "rénovation urbaine" actuel. L'on a vu comment le code avantage les promoteurs immobiliers et les gros spéculateurs en forçant les petits propriétaires-locateurs à la vente prématurée et à rabais. Le code du logement se présente ainsi comme un élément particulier de l'ensemble de cette politique de rénovation urbaine et ne peut qu'agir dans le même sens: chasser la population ouvrière de Hull pour en faire une ville pour les classes riches, pour les fonctionnaires "d'un futur district fédéral". Les véritables fonctions du pouvoir politique apparaissent ainsi clairement: apporter tout l'appui nécessaire à la classe dominante, arbitrer les conflits qui apparaissent

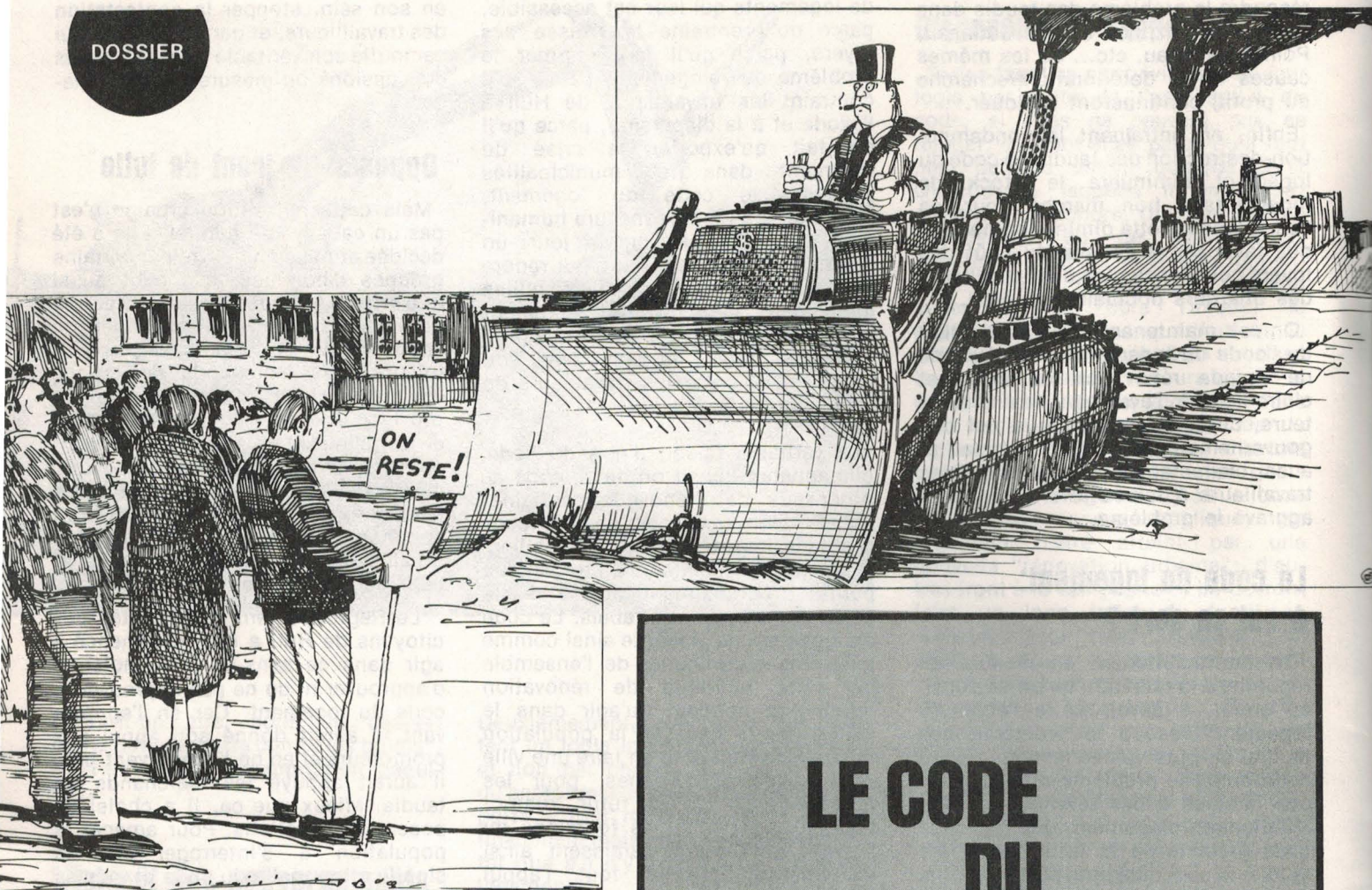
en son sein, stopper la contestation des travailleurs, et par un langage qui camoufle son véritable rôle, et par des concessions ou mesures de "patchage".

Opposer un front de lutte

Mais cette rénovation urbaine n'est pas un cataclysme naturel. Elle a été décidée et mise en oeuvre par certains groupes d'hommes, elle peut aussi être arrêtée et transformée par d'autres groupes d'hommes. Face au front commun des promoteurs, des spéculateurs, des marchands de taudis, des politiciens d'Ottawa, de la province et de la ville, les travailleurs et travailleuses de Hull, qu'ils soient ouvriers, chômeurs, assistés sociaux, mères seules, etc. n'ont qu'une seule perspective: opposer leur propre front commun pour stopper la "rénovation urbaine" des classes dominantes et bâtir eux-mêmes leur propre ville.

Le Regroupement des comités des citoyens de Hull a déjà commencé à agir dans ce sens-là. Il a choisi ni d'approuver ni de ne pas approuver le code du logement. Car en l'approuvant, il aurait donné son appui aux promoteurs et en ne l'approuvant pas, il aurait appuyé les marchands de taudis. Mieux que ça, il a choisi de poser des questions. Pour amener la population à s'interroger sur la signification réelle du code et sur les conséquences prévisibles de son application.





LE CODE DU LOGEMENT

position
et questions

du Regroupement des comités de citoyens de Hull.

Nous luttons pour le droit à un logement décent et financièrement abordable.

Nous sommes d'accord avec l'objectif officiel du code: lutter contre les taudis. Nous sommes pour la restauration. Mais nous voulons aussi que cette restauration se fasse au bénéfice des résidents actuels.

Or, il n'est pas assuré que cette lutte contre les taudis se fasse au bénéfice des habitants actuels des quartiers populaires, parce que des questions restent obscures:

- Où seront relogés les résidents des taudis que l'on détruira?
- Qu'est-ce qui sera construit sur les terrains rendus vacants par les démolitions?

• Qu'est-ce qui garantit qu'on y construira des logements répondant aux besoins et aux ressources des familles à bas-revenus?

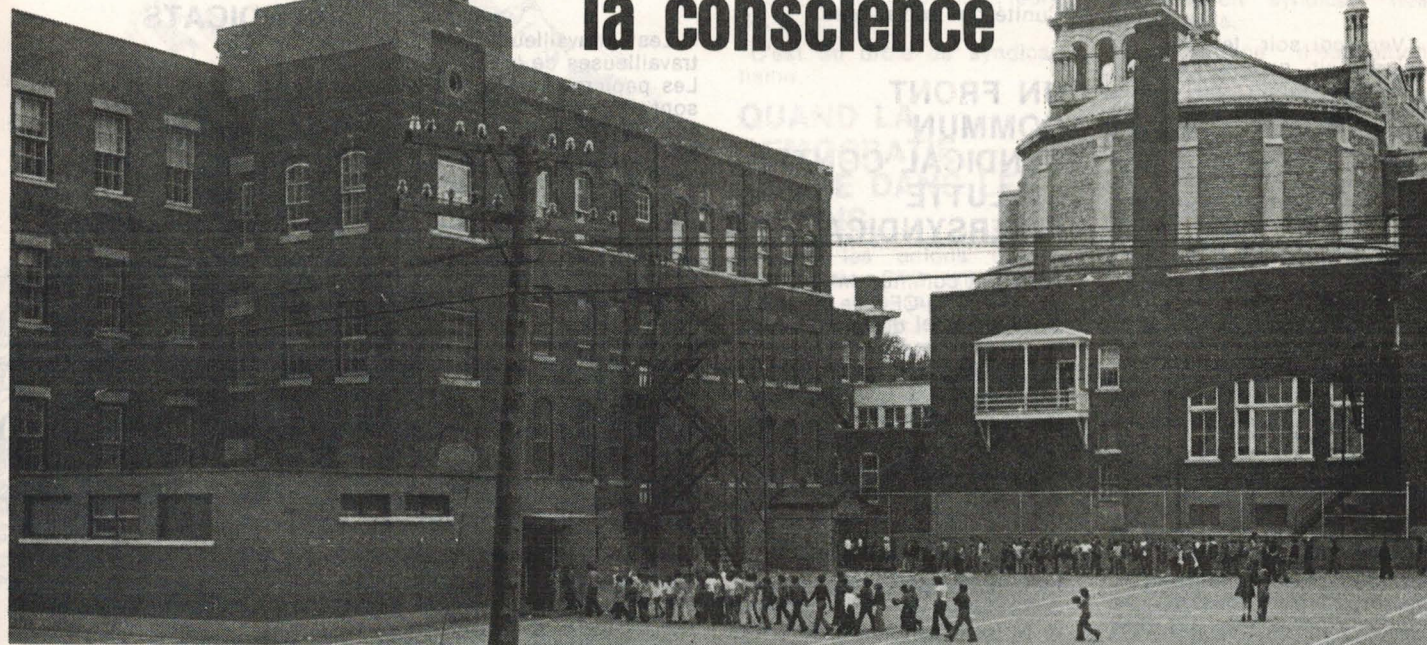
• Qu'est-ce qui garantit que les résidents actuels pourront continuer à vivre dans leur quartier?

• Qu'est-ce qui garantit que les résidents actuels auront la priorité pour retourner dans leur logis restauré?

• Qu'est-ce qui garantit que la restauration ne fera pas hausser les loyers au point de forcer les locataires à déménager?

• Qu'est-ce qui garantit que la restauration ne fera pas hausser l'évaluation et les taxes des petits propriétaires résidents?

Comment se soulager la conscience



Le Conseil scolaire de l'Île de Montréal annonçait récemment son intention de dépenser environ \$3 millions de dollars pour réaliser "une véritable politique de rattrapage en milieux défavorisés". Pour rattraper qui? Pour rattraper quoi? Ça, il ne l'a pas dit. Mais \$3 millions, ça permet tout de même de se donner bonne conscience...

Depuis près de 7 ans maintenant, la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) parle de faire du rattrapage en milieux "défavorisés". Elle a tenté plusieurs expériences dont le Projet d'action sociale et scolaire (PASS) et l'Opération Renouveau. Ces deux dernières années, elle consacrait plus de 2 millions de dollars pour l'Opération Renouveau. C'est maintenant au tour du Conseil scolaire de l'Île de Montréal de parrainer l'opération "rattrapage", avec ses trois millions.

Pourtant, ni l'Opération Renouveau, ni le PASS, n'ont réussi jusqu'ici à changer quoi que ce soit dans le rendement scolaire des enfants "défavorisés". Pourtant, aux États-Unis, une opération semblable à l'Opération Renouveau s'est avérée complètement inutile et elle a été abandonnée.

L'opération Renouveau, c'est quoi?

Avec l'Opération Renouveau, l'accent est mis, dans les écoles en milieux populaires, sur l'augmentation de la quantité de personnel (plus de professeurs et d'animateurs de tout acabit) et de matériel, sur le traitement des problèmes individuels des enfants (santé physique et mentale, etc). Il s'agit, au fond, de "patcher les bobos" des enfants et de se donner au bout du compte bonne conscience. "Des enfants ne réussissent pas bien en classe, ils sont mal habillés, mal nourris, ils font l'école buissonnière et des coups pendables? Donnons-leur des professeurs de plus, des psychologues, des travailleurs sociaux, du lait gratis le matin, etc..."

Pour rattraper quoi?

Et ces opérations à coup de millions, c'est pour rattraper quoi? Rattraper les enfants des milieux plus aisés, faire en sorte que les enfants des milieux ouvriers aient les mêmes chances que les enfants des milieux bourgeois et petits-bourgeois de "monter dans la société"? Au départ, ce rattrapage est impossible.

Les enfants des milieux ouvriers ne sont pas défavorisés. Comme leur père à la shop, comme leur mère qui peine à la maison pour sauver la moindre cent, ils sont exploités. Ils appartiennent à une famille qui passe

sa vie à résister à des difficultés économiques. Ils sont donc handicapés au départ pour faire de belles et longues études. Et changer les conditions à l'intérieur de l'école, sans que les conditions familiales changent, n'augmente pas les possibilités et les capacités intellectuelles des enfants exploités.

La culture des riches

De plus, la culture qui leur est transmise à l'école n'est pas la leur. C'est celle d'une minorité qui a l'argent et le pouvoir. À l'école, l'enfant de milieu ouvrier apprend qu'il a une fonction sociale à remplir, différente de celle des enfants des milieux aisés. Et l'école ne peut pas au fond permettre que les enfants de milieu ouvrier aient les mêmes chances que les enfants des milieux aisés.

Parce que l'école est au service de la minorité possédante qui a besoin d'une main-d'œuvre renouvelée, nombreuse, docile et peu exigeante.

Les opérations de rattrapage ne sont donc que des opérations de camouflage de problèmes profonds. Et tant que les ouvriers seront exploités par une minorité possédante, les enfants des ouvriers auront des difficultés à l'école et nos "généreux" administrateurs scolaires continueront à sauver la face en donnant des opérations rattrapage, à coup de quelques millions, de temps en temps...

TRAVAILLEURS UNIONS BOSS • TRAVAILLEURS UNIONS BOSS • TRAVAILLEURS UNIONS • TRAVAILLEURS UNIONS BOSS ° TRAVAILLEURS UNIONS BOSS ° TRAVAILLEURS UNIONS ° TRAVAILLEURS UNIONS BOSS • TRAVAILLEURS UNIONS BOSS • TRAVAILLEURS UNIONS •

ON A MARCHÉ

Vendredi soir, le 29 mars, on sentait qu'une véritable solidarité aurait pu naître facilement. Plus de 8,000 travailleurs et étudiants manifestaient leur appui à la lutte des gars de United Aircraft. Nombre d'entre nous y étions parce que nous en avons assez de nous faire écoeurer.

Vendredi, on avait parfois l'impression de se faire écoeurer. On a marché, marché. On était trop loin et on n'a pas entendu les discours comme on n'a pas entendu l'ordre de dispersion. On a marché!

Il y avait pourtant plus de 8,000 personnes pour dire non aux boss et au gouvernement. Pour dire oui à la solidarité. On était venu pour ça. Et on a eu droit à des remarques du genre: "Mettez-vous 8 par rang" ou "tenez-vous pas dans la rue", etc.

On aurait plus aimé des slogans, des mots d'ordre, des chansons. De l'entrain pour tous. Il y avait pourtant un bon service d'ordre. Malgré tout, on n'a pas vu que c'était très politique. On était là pour montrer qu'on est une force ensemble, pour montrer qu'on lâche pas mais la direction et l'organisation de la manifestation était nulle syndicalement et politiquement.

On a marché 1 mille et demi pour aller, 1 mille et demi pour revenir. On aurait aimé savoir pourquoi. Les dirigeants syndicaux avaient sûrement un but dans la tête. Ils auraient pu le dire.

On était plus de 8,000. Et 8,000, c'est beaucoup de monde surtout quand il n'y a pas beaucoup de publicité. On sait qu'ensemble on est fort. On sait qu'uni, on peut faire beaucoup. Maintenant, quand

nous marcherons, nous devrons le faire politiquement, pour développer la force et l'unité des travailleurs.

UN FRONT COMMUN SYNDICAL CONTRE LA LUTTE INTERSYNDICALE

Le front commun intersyndical CSN-FTQ-CEQ de la région de Joliette demande aux "centrales syndicales de réaliser en haut ce qu'on fait à Joliette", c'est-à-dire de mettre fin à la lutte intersyndicale.

"Si les centrales veulent vraiment montrer à la population qu'elles sont sérieuses dans la poursuite de leurs objectifs communs, elles se doivent de s'asseoir ensemble, de chercher et de trouver une solution ensemble" déclare le front commun.

On se souvient que c'est ce front commun qui a développé les débrayages d'appuis aux travailleurs en grève de la Canadian Gypsum. Nombre de travailleurs ont déjà montré concrètement que la solidarité était possible. On dénonce donc la lutte intersyndicale, les bagarres, les destructions de toute sorte en insistant sur l'urgence de problèmes tels que le soutien aux grévistes dans tous les conflits, la lutte contre l'inflation, l'indexation des salaires et l'augmentation du salaire minimum.

Le front commun de Joliette réclame donc le respect du droit au travail quelque soit l'allégeance syndicale, la multiplication des fronts communs régionaux ainsi que la préparation sérieuse du colloque CSN-FTQ-CEQ sur les relations intersyndicales qui doit se tenir à l'automne prochain.

C'EST REGLE CHEZ PERKINS!

Les travailleurs et les travailleuses de la compagnie Les papiers Perkins, à Laval, sont rentrés au travail lundi le 1er avril, après qu'une entente soit intervenue entre leur syndicat (CSN) et la compagnie.

Après cinq semaines de grève, les travailleurs de Perkins ont obtenu qu'il n'y ait pas de rotation sur les heures de travail, une augmentation de salaire de \$1.07 de l'heure en moyenne avec des réajustements de 0.18 à 0.50, des réajustements importants surtout pour les femmes qui ont obtenu aussi d'avoir le salaire égal à celui des hommes pour le même travail.

Ils ont obtenu la rétroactivité sur toutes les heures travaillées (y compris pour les nombreuses heures de temps supplémentaires) à partir du 1er juin 1973.

Quant à la question du temps pour dîner, les travailleurs qui n'ont que 20 minutes pour dîner, ont renoncé à demander ½ heure, parce que c'était le seul point non réglé et qu'il compte bien l'exiger à la prochaine négociation. La convention actuelle expirera le 31 mai 1975 et il ne lui reste plus que 14 mois d'application. De plus, les travailleurs ont obtenu que le 20 minutes de lunch soit payé pour tout le monde. Avant, certains étaient payés et d'autres non, sur les heures de repas.

Enfin, les travailleuses et les travailleurs de Perkins comptent bien se battre à la prochaine négociation pour obtenir l'indexation des salaires au coût de la vie.

Ils rentrent au travail satisfaits principalement d'avoir fait le ménage dans une convention pourrie.

Rappelons que jusqu'en avril '73, les travailleurs et les travailleuses de Perkins étaient syndiqués avec la Fraternité internationale des relieurs, un syndicat vendu à la cause des boss. Durant la grève aussi, ils ont découvert des camarades et une nouvelle solidarité. Ils ont commencé à faire un journal qui sortira à toutes les semaines après la grève. C'est sans doute ce qu'il y a de plus important.

PELADEAU N'AIME PAS LES SYNDICATS

Pierre Péladeau est le propriétaire de Québecor Inc., société de gestion qui contrôle Le Journal de Montréal, sept



journaux de fin de semaine (style Echos-Vedettes), trois imprimeries, une manufacture d'encre et une entreprise de distribution (Les Messageries Dynamiques). Environ 1,500 employés travaillent dans ces différentes entreprises.

Au début de février, 33 employés des journaux de fin de semaine ont déposé une demande d'accréditation. La réaction de la direction ne s'est pas faite attendre longtemps. D'abord, on a tenté d'acheter deux officiers du syndicat en leur offrant des postes de rédacteur en chef à l'un ou l'autre des différents hebdomadaires. Devant le refus des deux officiers, il fallait prendre les "grands moyens". Sept congédiements ont eu lieu et Péladeau a décidé de contester la requête en accréditation du syndicat.

Mais cette répression n'a pas réussi à briser les reins du syndicat. Des plaintes ont été logées pour congédiement illégal et le syndicat a réussi à ne pas laisser ses effectifs baisser en convaincant les nouveaux employés, qui remplacent ceux congédiés, à signer les cartes d'accréditation.

Il faut noter que ce secteur représente la source de profits





la plus appréciable pour Québecor Inc. Un tirage de plus de 500,000 copies par semaine à .25 cents l'exemplaire, ça fait plus de \$125,000 de revenus bruts par semaine. Quand on sait ce qu'il en coûte pour produire de tels journaux, on imagine les profits... On comprend aussi pourquoi Péladeau n'est pas très intéressé à voir ce secteur se syndiquer. Aucun patron n'a jamais été intéressé à partager ses profits, mais le syndicat a bien l'intention de forcer celui-ci à plier.

LE SYNDICAT DES OPERATEURS DE MACHINERIE LOURDE EST-IL UN SYNDICAT?

Une partie importante des ouvriers qui travaillent à la Baie James sont membres de l'Union internationale des opérateurs de machinerie lourde, affiliée au Conseil provincial des métiers de la construction et à la FTQ. Plusieurs "détails" laissent croire que les dirigeants de cette union ont une conception bizarre du syndicalisme.

Par exemple, aux dernières élections provinciales, René Mentha et Yvon Duhamel, deux responsables de l'union, étaient des organisateurs du député libéral Guy Leduc, le premier député à comparaître devant l'enquête sur le crime organisé. Mentha donnait comme explication: "...Cournoyer (le ministre du Travail) est un bon homme. Il nous écoute et nous comprend".

Chez Rémi Carrier, en 1972, l'Union a déposé une requête en accréditation syndicale pour les scabs qui remplaçaient les grévistes.

Chez Miron, l'Union des opérateurs de machinerie lourde a décidé d'appuyer ouvertement le syndicat de boutique au cours d'un vote où les ouvriers avaient à se prononcer pour le syndicat de boutique ou pour l'affiliation à la CSN. Les dirigeants de l'union ont préféré appuyer le syndicat de boutique plutôt que de voir la CSN syndiquer

Chez Francon, l'Union des opérateurs de machinerie lourde a décidé d'appuyer ouvertement le syndicat de boutique au cours d'un vote où les ouvriers avaient à se prononcer pour le syndicat de boutique ou pour l'affiliation à la CSN. Les dirigeants de l'union ont préféré appuyer le syndicat de boutique plutôt que de voir la CSN syndiquer

des ouvriers qui auraient pu se syndiquer avec l'union des opérateurs de machinerie lourde.

C'est du drôle de syndicalisme.

QUAND LA DEMOCRATIE REGNE DANS LES UNIONS

Dans les unions de la construction-FTQ, on ne peut pas dire que la démocratie ouvrière étouffe les dirigeants syndicaux.

Il y a quelques semaines, l'exécutif de la Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FIOE), affiliée au Conseil provincial des métiers de la Construction et à la FTQ, a décidé d'expulser un syndiqué pour une période de 6 mois. Il faut dire que la majorité des personnes composant l'exécutif n'est pas élue par les syndiqués.

Les raisons invoquées? "...pour la bonne marche de la Fraternité ainsi que pour continuer les bonnes relations avec ses affiliations dont le Conseil provincial des métiers de la construction et la FTQ", peut-on lire dans un télégramme envoyé à Pierre Cajolais, électricien.

Pour comprendre l'histoire, il faut savoir que Pierre Cajolais, ainsi que plusieurs

de ses camarades électriciens, constituent une opposition à la direction syndicale des électriciens.

Ce groupe d'opposition reproche à l'exécutif du FIOE et du Conseil provincial de pratiquer un syndicalisme où la démocratie n'a plus rien à faire et de faire le jeu du gouvernement en exerçant le contrôle sur les ouvriers de la construction.

Mais l'exécutif du FIOE a laissé une chance à Pierre Cajolais. Expulsé pour six mois des assemblées générales, il pourra y revenir si pendant cette période de temps il se montre gentil avec les dirigeants syndicaux.

7 AVRIL, JOLIETTE, COLLOQUE INTERSYNDICAL

Le Front commun des syndicats de Joliette invite les syndicats à participer à un colloque intersyndical qui aura lieu le 7 avril à Joliette.

Il y aura discussion sur les conflits de la Great Lakes Carbon, la Canadian Gypsum et Ciment Indépendant. L'indexation des salaires au coût de la vie et les relations intersyndicales, comme le maraudage, seront aussi des points de discussion. Pour informations supplémentaires: 759-0762 au Conseil central de Joliette.

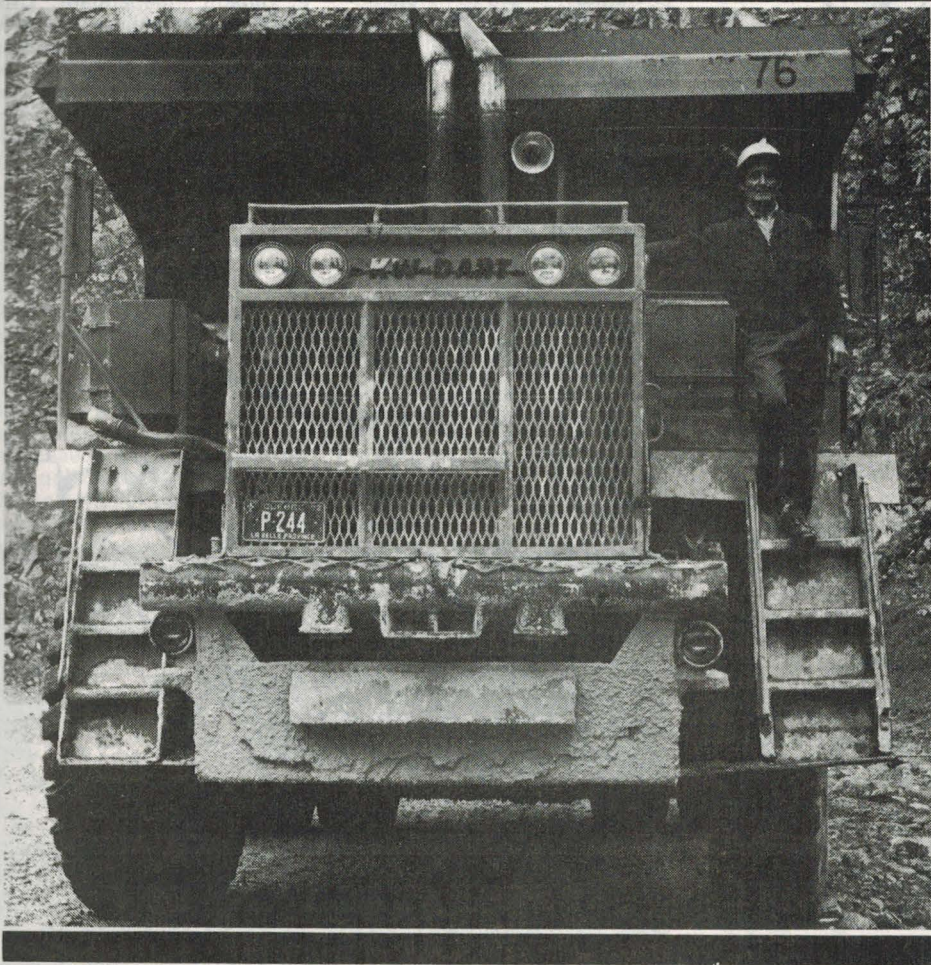


DANS LA REGION DE THETFORD-MINES

Dans la région de Thetford-Mines, ce sont les boss de l'amiante qui mènent. Quant aux 6,000 mineurs de l'amiante, leurs salaires sont bas, les conditions de travail sont dures, les accidents de travail nombreux et plusieurs ouvriers sont terrassés par l'amiantose. D'ici quelques mois, les travailleurs de l'amiante renouvellent leur contrat de travail et plusieurs ouvriers commencent à préparer la prochaine convention.

Les mineurs doivent préparer la prochaine convention

ANALYSE



Depuis 1949, depuis la grève de l'amiante, les syndicats ont faibli. Pourtant les conditions de travail des ouvriers sont loin de satisfaire les mineurs.

«On est poussé»

“Pour les boss, les gars vont jamais assez vite; le contremaître est payé en partie au pourcentage de la production. Ça fait qu'il monte les équipes les unes contre les autres pour nous faire aller plus vite”, expliquent des mineurs de l'Asbestos Corporation, une des mines les plus importantes de la région de Thetford, où près de 2,000 mineurs travaillent à extraire, transporter, diviser, filtrer, trier et emballer les millions de tonnes d'amiante que la compagnie vend chaque année.

Les maudits shifts

Les gars qui travaillent dans la mine doivent travailler sur des shifts. “Ça nous écoeure en maudit. Aussitôt que tu commences à t'habituer sur un shift, il faut que tu changes et que tu t'habitues à un autre shift. T'as jamais tes fins de semaine, tu peux pas sortir: **t'es pris par la compagnie.** Nous autres on aimerait bien mieux toujours travailler sur le même shift. Comme ça on pourrait avoir une vie plus régulière et on serait moins sur les nerfs”.

Et dans les mines d'amiante, c'est pas là que t'es le mieux payé. “On commence à \$3.71 l'heure et ça s'arrête à \$4.20. **C'est pas assez, surtout avec tous les prix qui augmentent. Il va falloir changer ça.** En février, on a fait une grève du zèle pour que notre salaire soit augmenté. On a obtenu quelques cents de plus, mais c'est pas assez. Aux prochaines négociations, la question des salaires va être une question importante”.

Les mineurs de l'amiante sont syndiqués depuis une trentaine d'années et sur les questions des conditions de travail, de salaire et de santé, “il y a encore beaucoup à faire”.

Les accidents de travail

“Les normes de sécurité, c'est mieux que c'était, parce qu'il y a eu de gros accidents et les gars gueulaient. Ça fait que la compagnie de temps en temps, elle nous pose une barrière par ci, par là. Mais on ne peut pas dire que la compagnie développe la sécurité. Ils attendent qu'il y ait un accident à une place et après ça réparent la place. **Dans les mines de Thetford, il y a à**

peu près un gros accident par semaine", disent les travailleurs.

Quand un gars se fait blesser, la compagnie le garde et le place sur une job moins importante. "La compagnie ne veut pas placer personne sur la compensation, ça fait qu'elle donne des petites jobines aux gars qui ont eu des accidents". La majorité des ouvriers des mines sont des journaliers.

Les boss de l'amiante tuent

"Il n'y a pas que les accidents de travail qui font que c'est dur travailler dans les mines. C'est dur pour les nerfs parce que tu travailles toujours sur une tension. Par exemple, les chauffeurs de camion doivent aller dumper leur stock dans un puits. Si le camion bascule par en arrière, les gars n'ont pas le droit de sauter en bas du camion. De deux choses l'une. Ou le camion tombe dans le puits et le gars se tue, mais ça c'est assez rare, ou le camion retombe sur ses roues et le gars se pète la colonne; ça, ça arrive assez souvent". Ca fait que les maladies du coeur et des dépressions nerveuses, il y en a pas mal parmi les mineurs.

Il y a aussi l'amiantose. L'amiantose, c'est la poussière d'amiante qui se pique dans tes poumons. Au début, tu tousses, tu t'essouffles, t'as des points dans le côté et le coeur se

fatigue. Après ça, ça va jusqu'au cancer des bronches, du poumon ou la crise cardiaque. "On est à peu près tous pognés par ça. Plus t'es vieux, plus t'es atteint".

Et il n'y a pas que les mineurs qui sont amiantose. Parce que, la poussière d'amiante, il y en a plein la ville. Dernièrement, **une femme de mineur a dû être hospitalisée parce qu'elle était fortement atteinte d'amiantose.** "L'été, quand il pleut, tu peux pas mettre les brakes tellement c'est glissant à cause de l'amiante qui tombe sur les routes".

Les boss s'en sacrent. Le gouvernement aussi.

Mais il n'y a pas de système de sécurité? "Es-tu fou? C'est sûr qu'il y en a un. Un maudit bon". La Canadian Johns Manville en a installé un qui lui a coûté \$3 millions. Mais un test a prouvé que sur une période d'un mois, sur une surface d'un mille carré, il est tombé 65 tonnes d'amiante. "Et à la Johns Manville, c'est de la machinerie moderne. Imagine-toi dans les autres mines".

Mais il n'y a pas de cliniques médicales? "Oui, il y a une clinique et les mineurs doivent être examinés tous les ans. **Mais les médecins de la**

compagnie ne sont pas payés par la compagnie pour rien. T'as beau être sur le point de mourir, ils te le disent pas. Le rapport est secret."

Les responsables de la compagnie et de la clinique se vantent qu'il y a de moins en moins de cas d'amiantose. Pourtant, quand on leur demande s'ils ont des chiffres, s'il savent le nombre de travailleurs atteints par l'amiantose, ils répondent qu'ils n'ont pas de statistiques et qu'ils ne font pas ce genre de compilation. "Ca fait que la clinique, ça ne vaut pas grand'chose".

Et le gouvernement? Il ne fait rien. **Ca coûterait trop cher.** La plus grosse activité de la Commission des accidents du travail au chapitre de la prévention des maladies industrielles, c'est de remettre des trophées aux employés qui sont "le plus prudent".

La prochaine convention

Pour les mineurs, les points importants pour la prochaine convention, c'est les salaires, "à cause de l'augmentation du coût de la vie", et l'affaire de l'amiantose. "Notre contrat finit à la fin de l'année et on commence à se préparer."

Par exemple, en février, la Johns Manville "donnait" un boni de vie chère de 2% aux ouvriers qui sont syndiqués avec la CSD. En échange, la compagnie pouvait obliger les gars à faire de l'overtime le dimanche. Quand les mineurs de Thetford ont entendu la

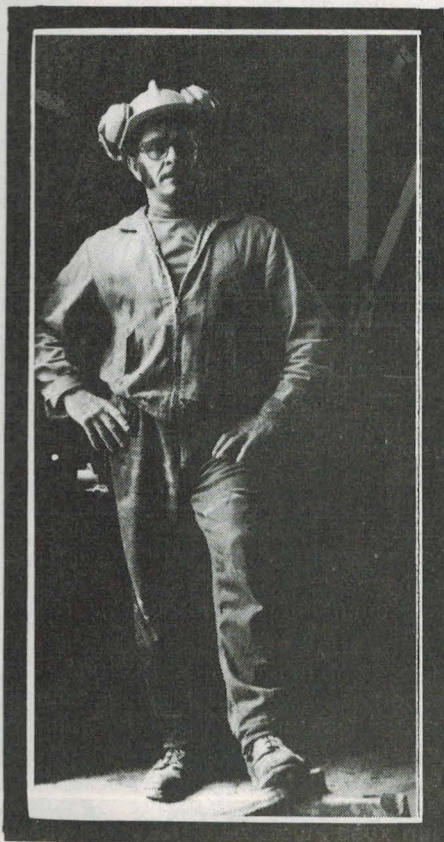


nouvelle d'Asbestos, ils ont commencé un mouvement spontané de grève du zèle pour appuyer leur demande pour un boni de vie chère, demande que la compagnie faisait traîner depuis le mois d'août. Ce mouvement a considérablement ralenti la production et les compagnies de Thetford ont décidé d'offrir aux mineurs la même augmentation de 2% (8 à 18 cents de l'heure) qu'à Asbestos, mais sans overtime obligatoire le dimanche.

Les mineurs ont refusé cette offre. Un boni de 2% leur donnait de \$2 à \$4 clair par semaine. Ça n'aidait en rien à combler le pouvoir d'achat face à une inflation de 10%. Aussi, les mineurs voulaient une augmentation égale pour tout le monde. **"L'inflation frappe tout le monde et même plus ceux qui ont un petit salaire"**.

Les syndicats

Les Métallos et la CSN, 5 syndicats en tout, ont alors organisé une assemblée d'information où 2,500 mineurs sont venus. **Les dirigeants syndicaux ont dénoncé les compagnies, mais ils ont demandé aux mineurs d'arrêter leurs grèves du zèle et d'attendre à la fin du contrat, parce qu'il pourrait y avoir des amendes, des injonctions... etc.** Cette assemblée et l'attitude des dirigeants syndicaux ont mis fin à la grève du zèle des mineurs de Thetford, même si les ouvriers ont bien accepté un tract distribué par le comité de travailleurs



de l'amiante qui qualifiait le boni de 2% de ridicule.

Le mouvement de grève a donc faibli face aux pressions des compagnies et des dirigeants syndicaux. **"Ce que ça nous prend, c'est une organisation forte à la base"**, disent les mineurs. "Mais la grève du zèle et la grosse assemblée, ça a été important, ajoutent les ouvriers. C'a été une des plus grandes assemblées depuis longtemps dans la région et ça prépare bien la convention".

«C'est les mineurs qui vont préparer le prochain contrat»

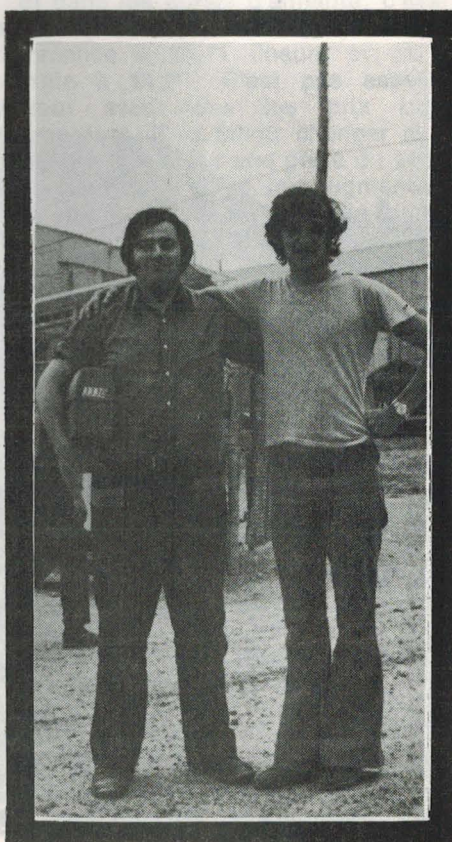
Dans la région, ça se maraude de bon coeur. La CSN maraude les Métallos et vice-versa, mais les deux font front commun contre la CSD d'Asbestos. "Ca compte ça dans les négociations quand les gars sont divisés par les centrales; nous autres, les mineurs, on veut s'unir ensemble à la base".

Au dernier contrat, les mineurs ont obtenu une augmentation de salaire de \$0.65 l'heure pour un contrat de 3 ans. "Cette année, on veut un contrat de 18 mois. Deux ans, c'est rendu trop long avec l'augmentation du coût de la vie."

"La question des salaires et celle de la santé des mineurs sont les points les plus importants pour les ouvriers. "C'est pour ça qu'on commence à préparer notre contrat tout de suite, avec les gars de la mine. La CSN nous parle de 1975 comme l'année de l'amiante.

Mine	Propriété	Ouvriers	Syndicats
Jeffrey Mines (Canadian Johns Manville)	USA	2,200	CSD
Asbestos Corporation	USA	1,850	CSN
Carey Canadian Mines	USA	400	CSN
Lake Asbestos	USA	500	métallos -
National Asbestos	USA	300	CSN
Bell Mine	G.-B.	400	Métallos

Pour nous autres, il ne s'agit pas seulement d'en parler. Il faut que ça se passe dans les faits. On est tanné de négocier un paquet d'affaires que la compagnie ne respecte pas. La seule façon pour nous autres d'obtenir ce qu'on veut, c'est par une organisation à la base. C'est les mineurs qui doivent préparer la prochaine convention".



L'amiante, ça paye en masse !

Dans la région de Thetford, il y a environ 16,000 travailleurs dont 8,000 sont syndiqués. La grosse majorité de ces syndiqués sont des mineurs.

Il faut dire que le Québec est le plus gros producteur d'amiante des pays capitalistes. Le Québec (surtout dans les Cantons de l'Est) produit à lui seul à peu près 40% de l'amiante mondiale. Au niveau des emplois, les mines d'amiante fournissent 20% des emplois du secteur minier en général: sur les 25,000 mineurs du Québec, plus de 5,000 travaillent dans l'amiante.

L'amiante, ça sert. Ça résiste à des chaleurs très élevées et c'est utilisé surtout dans la fabrication des automobiles, dans l'industrie de la construction, dans les textiles et dans la tuyauterie.

L'amiante, ça paye en masse. Les six compagnies d'amiante, durant cinq ans, ont réalisé environ \$250 millions de profits. Seulement au cours de l'année 71, la Canadian Johns Manville a fait des profits de \$6 millions... et c'était une mauvaise année.

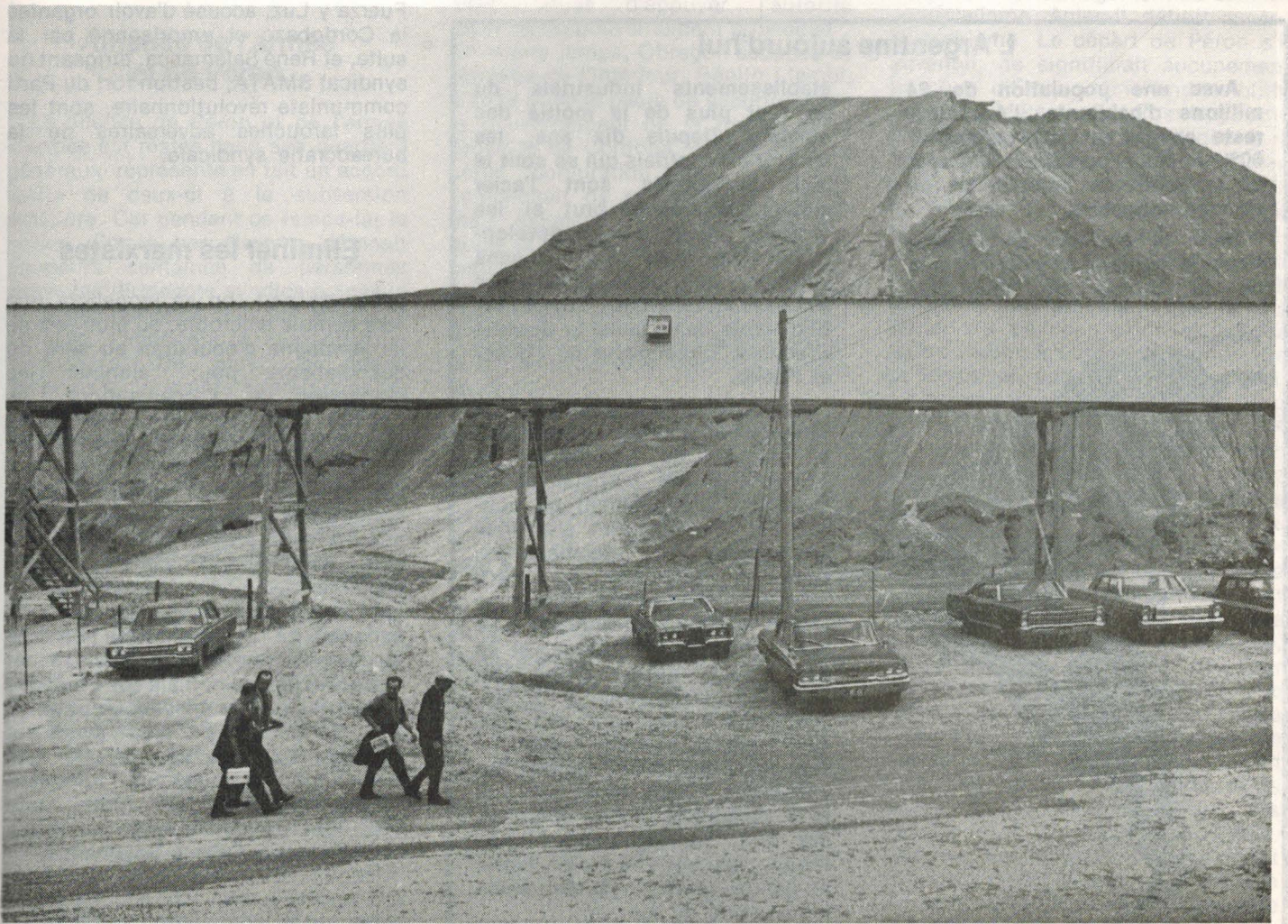
Comme dans la plupart des grandes industries, c'est toujours deux ou trois gros qui mènent le bal. Pour l'amiante, c'est la Canadian Johns Manville et l'Asbestos Corporation, deux compagnies américaines, qui sont les plus gros. Assez gros, qu'en 1964, la Johnson Mines et l'Asbestos Corp. se fusionnaient... et congédiaient 600 mineurs.

Même si les profits sont élevés (le taux de profit est de l'ordre de 30%, ce qui est dans la grosse moyenne), ça n'a pas empêché le

gouvernement fédéral de faire un petit cadeau de \$360,000.00 à la Johns Manville il y a trois ans. Question de l'aider à exporter son amiante aux Etats-Unis.

Parce que l'amiante, ça se déménage. 97% de l'amiante produit ici sort du Québec pour s'en aller en grosse partie aux Etats-Unis. Inutile de dire que les profits sont aussi envoyés aux Etats-Unis, aux "maisons-mères" des compagnies de la région de Thetford.

Ca veut dire, on s'en doute un peu, que l'amiante sert à enrichir les grosses compagnies américaines. Au Québec, il n'y a que les mines. Les compagnies qui transforment l'amiante en freins, en isolants et en tissus sont aux Etats-Unis. L'amiante du Québec développe l'industrie des Etats-Unis.



Les tiraillements du Péronisme à Cordoba

Le soir du 27 février dernier, dans la province argentine de Cordoba, la police se mutine contre le gouvernement provincial qu'elle accuse de marxisme. La maison du gouverneur est assiégée; le gouverneur Ricardo Obregon Cano et le vice-gouverneur Atilio Lopez sont arrêtés et conduits au quartier général de la police qui les relâchera 48 heures plus tard. Le gouvernement provincial est destitué.

L'Argentine aujourd'hui

Avec une population de 24 millions d'habitants, l'Argentine reste encore un pays agricole; 90% de ses exportations viennent de la vente de céréales et de viandes congelées.

Dans la province de Buenos Aires, la capitale, on retrouve près de la moitié de tous les

établissements industriels du pays et plus de la moitié des ouvriers. Depuis dix ans, les secteurs industriels qui se sont le plus développés sont l'acier laminé, le pétrole brut et les produits chimiques. Ce développement ne s'est pas fait sans entraîner une dépendance face aux pays impérialistes, surtout les Etats-Unis, mais aussi la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'ouest et l'Italie.

Les élections présidentielles du 11 mars 1973 marquaient le retour au pouvoir du péronisme. Le FREJULI [Front justicialiste de libération] actuellement au pouvoir est une coalition électorale comprenant 25 organisations, sous la direction du Parti Justicialiste de Péron. Depuis un an, de nombreux affrontements se sont produits, à l'intérieur et en dehors des milieux péronistes. L'objectif gouvernemental de "reconstruction nationale" est souvent apparu comme allant à l'encontre des revendications ouvrières et de l'objectif de construire le socialisme. Il faut comprendre que "le péronisme, selon Péron, c'est tantôt à droite, tantôt au centre, tantôt à gauche, selon les besoins du moment..."



La mutinerie est le prolongement d'une longue série d'affrontements entre le gouvernement provincial et la police et répond à la campagne d'épuration menée par le justicialisme depuis le mois d'octobre 1973. Peu avant, le chef de police, le lieutenant-colonel Navarro, avait été destitué; il était accusé de plusieurs complots contre le gouvernement provincial et plus spécifiquement contre le vice-gouverneur, et d'une série d'attentats contre les forces de gauche et les syndicats. La décision de destituer Navarro est venue après qu'une patrouille de police ait tué 5 agriculteurs coopératistes soupçonnés d'être des guérilleros.

Rappelons que la province de Cordoba est le berceau de plusieurs révoltes populaires dont la plus connue est le "Cordobazo" en mai 1969, qui avait réussi à faire tomber le gouvernement militaire du temps. C'est à Cordoba aussi que les frictions entra la direction nationale de la CGT (Confédération générale des travailleurs), communément appelée la bureaucratie syndicale, et les directions locales sont les plus violentes. Augustin Tosco, dirigeant du syndicat Fuerza y Luz, accusé d'avoir organisé le Cordobazo et emprisonné par la suite, et René Salamanca, dirigeant du syndicat SMATA, bastion fort du Parti communiste révolutionnaire, sont les plus farouches adversaires de la bureaucratie syndicale.

Eliminer les marxistes

D'autre part, on se rappellera que vers le mois d'octobre, au plus fort de la campagne d'épuration au sein du Justicialisme pour "éliminer les marxistes de l'organisation", le Conseil Supérieur du Justicialisme avait demandé à Obregon de retirer sa participation à une manifestation de la Jeunesse Péroniste à laquelle devaient prendre la parole les dirigeants de la guérilla Montonero, Roberto Firme-nich et Roberto Quieto. Cette demande avait été rejetée par le gouverneur de Cordoba. La direction nationale de la CGT avait de son côté menacé de paralyser la province par une grève générale, mais cette menace n'avait pas pu être mise à exécution vu que la majorité des syndicats cordobains sont de l'aile radicale. Vers la même époque, la direction nationale de la CGT avait voulu désaffilier le syndicat dirigé par Tosco et avait menacé René Salamanca.

Depuis le coup d'Etat militaire au

Chili, la gauche sent se resserrer, autour de l'Argentine, l'étau qui placerait définitivement le Cône Sud sous la botte fasciste. Ce qui permettrait un réaménagement complet et sans heurt du mode d'exploitation impérialiste en Amérique Latine afin de répondre aux nouvelles nécessités du sur-développement de l'empire.

La mutinerie de la droite à Cordoba ressemble fort à la mise en scène du "tankazo" (coup d'Etat raté du 29 juin au Chili. Comme au Chili, c'est une répétition plus ou moins parfaite de la droite en vue de reconnaître les secteurs opposés à l'épuration au sein du justicialisme, les moyens de résistance de la gauche et surtout la réaction du peuple argentin à un tel coup de barre à droite. Une offensive semblable de la droite est menée dans les provinces de Mendoza et de Salta pour destituer les deux gouverneurs qui appartiennent au secteur de gauche. Ces offensives viennent curieusement quelques jours après que Peron ait demandé de "congeler" l'offensive pour la destitution des gouverneurs "marxistes".

Alliance de l'armée et de Peron

Le silence de Peron et de l'armée -l'armée est restée dans ses quartiers généraux- représente en fait un accord tacite de ceux-ci à la subversion policière. Car pendant ce temps-là, la police dirigée par Navarro détenait plusieurs centaines de personnes parmi les dirigeants syndicaux locaux et la gauche ainsi que les étudiants accusés d'appartenir à l'organisation Montonero. De plus, la police s'emparait des points stratégiques de la ville de Cordoba, alors que le Commando de résistance civile (de droite) entraînait en fonction, s'emparait des postes de radio et patrouillait les rues en demandant à la population de rester chez-elle si elle ne voulait pas être réprimée énergiquement.

Devant l'ampleur de la situation à Cordoba, le gouvernement fédéral décidait finalement de mettre sous son contrôle cette province et de destituer le gouverneur et le vice-gouverneur. Cette intervention fédérale constitue en fait un appui concret à la mutinerie et une prise de position anti-institutionnelle. C'est aussi un exemple pour les autres provinces en difficulté. De son côté, la CGT nommait deux nouveaux présidents de syndicats pour remplacer Augustin Tosco et René Salamanca, passés à la clandestinité, comme plusieurs diri-



Travailleurs des mines, membres de la Jeunesse travailleuse péroniste (JTP); Peron a interdit la publication de leur revue.

geants de gauche, depuis la mutinerie.

Le 8 mars, Obreron Cano faisait une déclaration dans laquelle il acceptait de reconcer à son poste pour éviter un scandale politique autour de sa personne "étant donné que le fédéral avait refusé d'appuyer l'autorité légitime du gouvernement provincial". En même temps, Obregon accusait le ministre de l'Intérieur, Benito Llambi, d'avoir brisé le pacte de sécurité entre le gouvernement de la nation et la province de Cordoba, expliquant que cette conjuration de la droite l'empêchait de reprendre son poste mais exigeant que soit sévèrement punie la subversion policière. Parallèlement, plusieurs dirigeants et organisations, dont le Front anti-fasciste et pour le socialisme (FAS), incitaient la population à résister à la subversion et à manifester leur rejet face à cette mutinerie.

Après le silence complice de Peron et de l'armée, l'appui des secteurs de droite de la CGT et surtout après la loi qui écarte Obregon et Atilio, on peut retenir de cette mutinerie qu'elle n'est en fait que la phase supérieure et ultime de la campagne d'épuration au sein du Justicialisme commencée en octobre. Devant le refus et l'impossibilité d'imposer "l'auto-épuration", le Justicialisme a choisi la seule voie possible pour mettre en échec les tentatives du peuple argentin de s'affranchir un tant soit peu. Cordoba est la deuxième province à passer sous le contrôle direct du fédéral à la suite des accorçages violents entre la gauche et la droite. La première a été Formosa à la fin de 1973 et il semble que Cordoba ne sera pas la dernière vu la dimension que prend aujourd'hui la "campagne anti-marxiste".

Dépasser le mythe Peron

Contre ceux qui comme le Parti Communiste brandissent la menace du coup d'Etat en Argentine, il faut plutôt se demander s'il est nécessaire. Un simple réaménagement au sein du Justicialisme réglerait définitivement le problème. Le départ de Peron s'il advenait, ne signifierait aucunement un coup d'Etat, sinon l'impossibilité du projet de Peron de garder la gauche sous son aile pendant qu'il donne la direction à la droite. Si en 1945, Peron a pu réaliser ce projet inusité, cela correspondait plutôt au manque de conscience du peuple argentin. Aujourd'hui, la radicalisation des travailleurs et leur prise de conscience demande une libération que jamais Peron n'a pu leur offrir et encore moins mettre à exécution. Plutôt que de chercher ailleurs qu'au sein du Justicialisme et de Peron, le sort futur de l'Argentine, il est temps pour une certaine gauche argentine d'identifier clairement cette oligarchie contre laquelle elle se bat et cesser d'en faire un mythe dont on ne peut connaître le visage. Si Peron a toujours représenté pour le peuple argentin une promesse de libération, la gauche péroniste doit aujourd'hui, si elle ne veut pas commettre une erreur historique, radicaliser les masses et leur apprendre à dépasser le mythe de Peron. Cet objectif qui se situe aujourd'hui hors du cadre naturel de leur action pourra peut-être mettre en échec les plans de la droite et la terreur qu'elle sème au sein des travailleurs et du peuple en général. Mobiliser les masses autour du projet socialiste plutôt que du mythe Peron est sans contredit l'objectif actuel de toute la gauche en Argentine.

Un exemple de développement nouveau

En 1973, la Chine a produit environ 50 millions de tonnes de pétrole brut. Ce fut largement suffisant pour sa consommation interne mais un tel rendement lui a aussi permis d'exporter ce précieux liquide vers de nombreux pays. Ici, comme dans beaucoup de domaines, la Chine compte sur ses propres forces en se développant sur une base socialiste: ce sont les travailleurs et travailleuses qui contrôlent leur travail et leur avenir. Dans les champs pétrolifères comme ailleurs.

A l'heure de la fameuse "crise de l'énergie" dans le monde capitaliste, la Chine ne connaît pas de problème d'approvisionnement en pétrole ou en d'autre source d'énergie. Mieux, elle a réussi à tripler sa production entre 1965 et 1972. Elle a ouvert de nouveaux champs d'exploration, développé de nouvelles techniques et commencé l'exploration en mer. Ce développement rapide a permis à la Chine d'élargir ses exportations tout en maintenant des prix inférieurs aux prix du marché international. C'est ainsi que ses livraisons au Japon ont augmenté de 50%. Aujourd'hui, ce sont les américains qui regardent avec envie la production chinoise de pétrole.

Un nouveau type d'industrie pétrolière

Mais ce n'est pas un hasard si la Chine a réussi à bien développer son industrie pétrolière. Son développement est socialiste. Il brise les vieux modèles anarchiques du capitalisme. Grâce à la planification mais surtout grâce à l'initiative et au contrôle des travailleurs sur leur travail, l'essor de cette industrie a été assuré.

En Chine, un slogan explique qu'il faut prendre exemple sur Taking. Taking est un centre pétrolifère très

riche. Avant 1960, il n'y avait rien qu'une vaste étendue désertique. Des travailleurs et travailleuses sont venus s'y installer, ont commencé le forage des puits, ont extrait du pétrole.

En 1966, une équipe battait le record mondial de forage: plus de 100,000 verges en un an. Depuis, ils n'ont cessé de progresser. Les puits se sont multipliés. La région s'est développée par le travail des hommes et des femmes.

Changer la vie

Car les femmes ont aussi pleinement participé à la construction de la région. Ce sont elles qui ont commencé à cultiver les champs, ce sont les femmes qui ont bâti les maisons. "Avant, nous ne pensions qu'aux maris et aux enfants. Maintenant, nous pensons à tout le pays en commençant par le champ pétrolifère," disait une femme de Taking. Les femmes ont aussi construit les écoles, les petits magasins, les garderies et les cliniques. Les femmes sont des membres à part entière. Nombre d'entre elles travaillent aussi à l'extraction du pétrole comme les hommes aident aux champs ou à la maison.

A Taking, on commence à changer la vie. On commence à briser les vieux

rapports sociaux entre les hommes et les femmes, les villes et les campagnes, l'industrie et l'agriculture.

Les 300,000 habitants de Taking vivent dans 40 petites villes et villages disposant de services urbains et tous reliés entre eux. Le lieu d'habitation n'est plus la ville polluée ou la banlieue dortoir mais des maisons basses où la vie collective est à l'ordre du jour.

Autour des "derricks," les céréales poussent à perte de vue jusqu'aux abords des villages. Les travailleurs de Taking sont aussi des agriculteurs. Aucune pollution ne vient nuire à la croissance. Des efforts immenses sont faits de ce côté et on peut combiner les zones rurales avec les régions urbaines. On brise la vieille division entre les villes et les campagnes, entre les travailleurs industriels et les cultivateurs.

"Prendre exemple sur Taking" devient alors non seulement un slogan pour encourager l'esprit de détermination mais comme un exemple de développement et d'organisation socialiste. Un exemple concret.

Evidemment, tout n'est pas parfait. La production de pétrole demeure restreinte pour un aussi vaste pays que la Chine. En effet, la Chine ne produit que ce que consomment les Pays-Bas en un an. Mais c'est suffisant pour que la Chine ne soit pas obligé de compter sur les autres, n'ait pas à souffrir de la crise du pétrole, mais surtout construise une nouvelle façon de vivre, de se développer.



Une femme de Taking s'occupe de régulariser le flot de pétrole provenant d'un puits.

FRANCO: le recul

Le 1er avril 1939, Franco triomphait des forces républicaines et devenait le chef incontesté de l'Espagne. 35 ans après, le peuple espagnol se réveille de sa torpeur. La résistance grandit...la répression s'acharne et se durcit. Mais plus le pouvoir frappe, plus les travailleurs organisent leur lutte.

L'attentat, par des nationalistes basques contre le chef du gouvernement, l'amiral Luis Carrero Blanco, le 20 décembre dernier, a ouvert une nouvelle phase dans l'histoire récente de l'Espagne. Après 35 ans d'un calme très relatif, où la répression empêchait tout mouvement un peu brusque de la classe ouvrière, complètement désorganisée, cette dernière a repris peu à peu ses forces. Elle a, de plus, bénéficié de la crise du capitalisme - énergie et inflation - particulièrement forte en Espagne, pour radicaliser ses luttes. Bien que la mort de Blanco aie gravement bouleversé l'équilibre, déjà précaire, du gouvernement, l'importance première de l'attentat tient à sa signification. Impatience du peuple espagnol; et aussi prétexte pour le pouvoir de sévir encore plus.

Répression et résistance

Salvador Puig Antich, militant de l'ex-Mouvement ibérique de libération, condamné à mort, a été passé par le garrot le 2 mars dernier. C'est à Barcelone que les manifestations protestataires ont été les plus nombreuses: étudiants et ouvriers ont débrayé et, dans plusieurs cas, ont dû affronter la police. Peu de temps après, accusé d'avoir agi "contre l'unité nationale" parce qu'il avait mentionné les droits du peuple basque et qu'il s'était élevé contre les tortures dans les prisons de l'Etat, l'évêque de Bilbao était sommé de prendre l'avion pour Rome. Mais dans ce cas, Franco a dû reculer et la punition ne pourra être tout au plus qu'un changement de diocèse.

Cette reculade est un mauvais point pour le régime: il expose au grand jour sa faiblesse, son isolement, et ses contradictions internes. Déjà, cinq ministres s'étaient élevés contre l'exécution d'Antich. Jamais, par contre, les travailleurs n'ont été autant unis. En 1963, par exemple, 82% des conflits avaient des motifs salariaux, les grèves par solidarité ne comptant que pour 8%, tandis qu'en 1967, cette dernière cause passe en tête des motivations avec 31% et que les conflits d'origine économique ne représentent plus que 12%. Et depuis

67, les conflits se sont multipliés comme des lapins!

En effet, le nombre d'heures perdues pour cause de conflits ouvriers passe de cinq cent mille en 1969 à plus de douze millions en 1973. **Or la grève est interdite en Espagne.** Pour affronter la Justice, le Syndicat, le Patronat, la Police et les Forces Armées, il faut encore plus que du courage: il faut des organisations combatives, souples et efficaces.

S'organiser pour mieux combattre

Ces organisations, les travailleurs se les sont données. Il s'agit essentiellement des Commissions ouvrières, sorte de syndicats clandestins à niveau local, reliés de près ou de loin - tout dépend de la région - à des commissions de quartier, à des groupes étudiants, et au mouvement des petits fonctionnaires, plus spécifiquement des enseignants.

Au niveau de chaque usine, parfois de chaque ville, les travailleurs établissent régulièrement un program-

me de revendications. Parmi lesquelles figurent, à côté des demandes économiques (le salaire minimum est actuellement de \$80 par mois; en 1973, l'inflation, selon les statistiques gouvernementales, a grimpé de 14.2%), des revendications politiques: interdiction de licencier les travailleurs emprisonnés ou condamnés pour des motifs politiques, liberté d'organisation syndicale, liberté de tenir des réunions en dehors des heures de travail, etc.

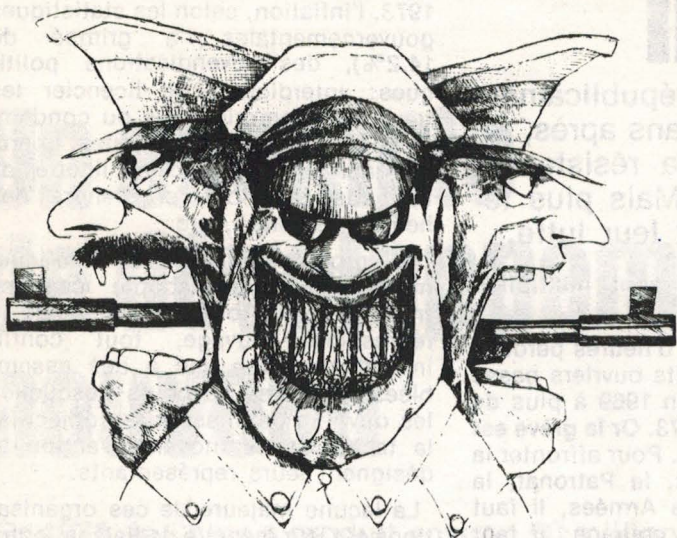
Ce programme est démocratiquement discuté et adopté par les travailleurs. En outre, en dépit de la répression sauvage, tout conflit important donne lieu à des assemblées générales au cours desquelles les ouvriers définissent les objectifs, la tactique, les moyens d'action et désignent leurs représentants.

La lacune majeure de ces organisations est leur manque de liaison, entre elles d'une part, et d'autre part avec un parti qui pourrait coordonner leur action. Mais, face à la répression toujours grandissante, de plus en plus de militants travailleurs, étudiants et intellectuels ont commencé à jeter les **bases d'un Front large.**

Franco n'a plus à affronter, comme en 1936, un prolétariat numériquement faible et très dispersé, mais 4 millions d'ouvriers industriels concentrés dans des grands centres, 1 million d'ouvriers agricoles et aussi 1 million de travailleurs émigrés, non loin de la frontière des Pyrénées. Six millions de travailleurs, en tout, qui ont tiré de la guerre civile la nécessité de s'unir. Et qui savent que rien ne pourra leur résister.



"La canaille n'assassine que lorsque les gouvernements sont faibles"



BRESIL DIX ANS DE REGIME MILITAIRE

Le 15 mars, le général Emilio Medici a cédé la place à un autre général, pour présider la République du Brésil, République pas très républicaine... Il y a maintenant dix ans, un coup d'état mettait fin à ce qui pouvait ressembler un peu à un régime démocratique.

En dix ans, le Brésil a beaucoup changé. Les généraux parlent de "miracle". Le pays est en effet devenu la principale puissance d'Amérique latine: il a atteint des indices de croissance comparables à ceux du Japon; et entrepris "la conquête de l'Ouest"... En chassant (et tuant) les Indiens de l'Amazonie, et en y construisant autoroute et espaces industriels, mettant ainsi en péril la dernière grande source d'oxygène de la planète (la forêt); mais c'est bien là la dernière préoccupation des généraux. Ces derniers non satisfaits de servir les Américains dans leur propre continent, rêvent de s'implanter dans les colonies portugaises d'Afrique... Leurs ambitions n'ont d'égales que la répression qu'ils exercent depuis qu'ils sont au pouvoir.

CHILI BETISE ET REPRESSION

Dix personnes ont été

arrêtées le 26 mars à Santiago pour avoir "propagé de fausses rumeurs d'alarme"; un porte-parole de la Junta a déclaré qu'il s'agissait "d'annoncer de nouvelles hausses de prix imminentes jusqu'à une éventuelle guerre contre le Pérou".

En effet, depuis le coup d'état, l'inflation a augmenté de quelques centaines de %, et pour ce qui est du Pérou, tous les journaux, c'est-à-dire les journaux du régime, ont entrepris une vaste campagne anti-péruvienne. Le président péruvien a commis la faute d'inciter les pays latino-américains à bloquer pendant dix ans les achats d'armes afin de consacrer tous leurs recours en faveur du développement national.

En ce qui concerne la propagande contre la Junta, il existe maintenant un nouveau décret comprenant plusieurs stipulations. Les chauffeurs d'autobus devront sans cesse astiquer leur véhicule, car si un passant profite de la poussière pour écrire une injure avec son doigt, ils se verront condamnés par le tribunal militaire! Il faut aussi surveiller ses billets de banque avant de s'en servir: des malotrus ont pu, là aussi, y barbouiller une inscription hostile à la Junta, et dans ce cas, le porteur est tenu responsable de faire de l'agitation...

Rappelons aussi que les obsèques de Jose Toha Gonzalez, ancien vice-président de la République chilienne sous Allende ont donné lieu à la première manifestation publique d'hostilité à la

junte militaire depuis le coup d'Etat. Malgré le nombre impressionnant de policiers et soldats, la foule scandait les slogans "Camarade Jose Toha, présent", "Camarade Salvador Allende, présent", "Le peuple uni ne sera jamais vaincu". Toha est mort le 15 mars. Les autorités ont dit qu'il s'était pendu... on voit qu'elles n'ont pas perdu le sens de l'humour noir.

Le 26 mars commençait le jugement de 51 membres du MIR. La Junta a d'autre part invité 61 autres militants à se rendre volontaires... en échange de mesures atténuantes: mais les poissons d'avril, ça ne marche plus, M. Pinochet!

FRANCE UN AUTRE PRINTEMPS

Les employés de banque, à qui on a forgé la réputation, comme on sait, d'être sages et silencieux, continuent depuis bientôt un mois d'occuper presque toutes les grandes banques de France. Le ministre de l'Intérieur n'est plus le même, mais le pouvoir n'a pas changé: les "forces de l'ordre" sont intervenues et ont essayé de les déloger. Ce qui a eu comme seul effet de précipiter dans le camp des grévistes ceux qui étaient encore indécis. Ce qui est bien établi maintenant, c'est que le coût du prolongement du conflit est depuis longtemps sans commune mesure avec ce qu'aurait représenté la satisfaction de toutes les revendications des travailleurs de la banque.

Alors pourquoi laisser pourrir? C'est que devant la montée des mouvements d'impatience, le gouverne-

ment veut montrer au peuple français qu'il tient le gros bout du bâton, qu'il est fort, et qu'il n'hésitera pas à taper si ça gronde un peu trop.

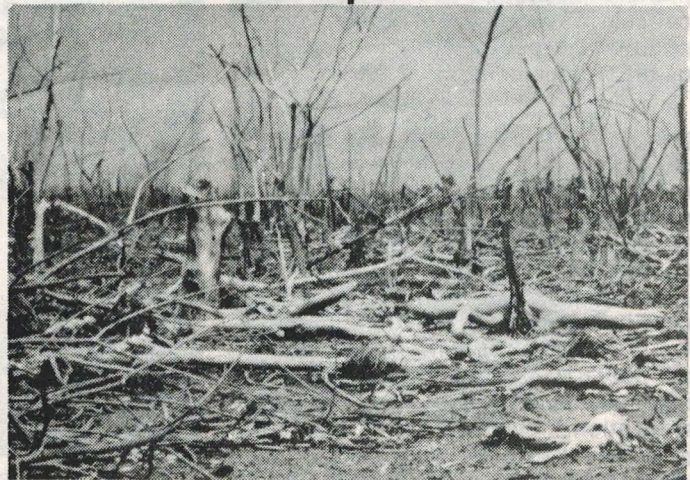
Mais les travailleurs français commencent à avoir l'habitude de ce bluff. Dans le secteur privé, des débrayages et des grèves, parfois avec occupation, se multiplient en province et dans la région parisienne; c'est le cas des ateliers et usines Olibet, Arthur-Martin, Ugilior, Creusot-Loire, Thomson-C.S.F., Jaeger, et de nombreuses houillères du nord et de l'est. Ils en ont, comme ils disent, "ras-le-bos", c'est-à-dire plein le casque. Hausse des prix de 3% depuis le début de l'année, aggravation du chômage, restrictions, etc.

Les lycéens (collégiens), pour leur part, préfèrent, au printemps, la rue à la salle de cour. Ils sont réapparus, 30.000 à Paris et plusieurs milliers dans les autres villes, en chantant: "Un an déjà, coucou nous revoilà!"

VIETNAM UN SIECLE

L'Académie nationale des sciences américaines estime dans un rapport, qu'un siècle sera peut-être nécessaire pour réparer les dégâts causés au Vietnam du Sud par l'usage de produits chimiques.

Les herbicides utilisés pendant dix ans par les Américains ont provoqué des dommages considérables aux forêts, détruit 36% des mangroves (forêts côtières) et fait mourir des populations entières des zones montagneuses. En dix ans, il a été consommé l'équivalent de 7 livres de produits chimiques par habitant.



À Lire À Voir Et À Entendre

DES PHOTOS PROVOCANTES

Il ne s'agit pas de pornographie, loin de là. Il s'agit plutôt d'un album de 120 photographies réalisées par le Groupe d'action photographique (GAP) lors d'un séjour à Disraéli, à l'été de 1972, dans le cadre d'un projet Perspectives Jeunesse.

Les quatre photographes qui ont mené cette expérience ont sélectionné une série de photos qui furent présentées dans les expositions sous le titre de L'imagerie populaire de Disraéli, et servirent à la constitution d'un reportage photographique paru dans la revue Perspectives du 9 janvier dernier.

L'article de Perspectives a cependant provoqué l'indignation d'une partie de la population de Disraéli, petite localité des Cantons de l'Est. Le maire reproche notamment à l'équipe de L'imagerie populaire d'avoir montré dans Perspectives l'aspect rural de Disraéli au détriment de son aspect "moderne": "On a oublié que Disraéli est une ville et qu'elle offre à sa population, aux visiteurs, aux touristes tous les services qu'ils désirent. Notre ville possède des parcs, des écoles modernes, des terrains de jeux fréquentés, un lac magnifique, un terrain de golf, des plages accessibles à tous sans frais". (Le progrès de Thetford, 19 février, 1974).

D'autres notables ont joint leurs voix à celle du maire pour dénoncer l'entreprise photographique du GAP à Disraéli. L'équipe a donc cru bon de répondre à ces accusations: "Des polyvalentes, des hôtels de ville, des montagnes et des lacs, il y en a partout à travers le monde. Disraéli possède un trésor différent: les gens qui l'habitent". (Lettre ouverte aux gens de Disraéli, mars '74).

Il est vrai que Disraéli est une localité où l'agriculture occupe désormais peu de place, comme c'est le cas de nombreux petits centres ruraux du Québec qui furent incapables de résister au mouvement d'abandon des terres et d'urbanisation. La plupart des habitants de Disraéli travaillent aujourd'hui dans les mines et les usines de la région. On peut donc

objecter que le choix de l'équipe de s'attarder principalement sur la vie rurale du village ne respecte pas la réalité actuelle de Disraéli.

Mais l'important, c'est que les documents produits sont d'une très grande valeur. Les photographies de L'imagerie populaire respirent de tendresse; de plus elles témoignent honnêtement des conditions d'existence d'une partie de la population de Disraéli. La photographie, comme toute autre manifestation artistique, peut servir la libération de l'homme en lui présentant sa réalité telle qu'elle apparaît, sans détours, plutôt qu'en créant l'univers beau mais faux des pamphlets publicitaires ou des cartes postales.

Pour ceux qui aiment les belles photos tendres mais vraies, l'album de 120 photos en noir et blanc se vend \$5.00. Pour information: 521-2085.

ALMANACH DES BOSS DE ST. JEROME

Qui sont les 55 boss de Saint-Jérôme? A qui appartiennent les usines? L'éducation, les services de santé, qui les contrôlent?

C'est ce à quoi veut répondre **L'Almanach des boss de saint-Jérôme**, un livre sur la structure du pouvoir économique et politique de Saint-Jérôme.

On peut se le procurer dans les syndicats locaux de la région de Saint-Jérôme, au Conseil central des Laurentides, 236 du Palais, à St-Jérôme et au Syndicat des travailleurs de l'enseignement des Laurentides, 667 Laviolette, St-Jérôme. Disponible prochainement aussi à la Librairie progressiste, à Montréal.

INITIATIVES MILITANTES ET COMMUNICATION

Cette brochure d'une centaine de pages publiée par le service d'information de la CEQ se veut une synthèse des principales expériences popu-

laires dans le domaine des communications. L'étude porte principalement sur "les petits médias" qui existent ici et là au Québec en matière des journaux, de radios ou télévisions communautaires, de films...

Par "petits médias", l'auteur de cette étude entend les expériences d'information à "faible portée" par opposition aux "mass médias" qui reposent sur une large audience. L'intérêt porté aux petits médias tient au fait que pour la CEQ, "ils sont d'excellents instruments d'information militante et de politisation". L'accent est mis principalement sur la région de Saint-Jérôme où il y a prolifération de "petits médias" de toutes sortes: un "hebdomadaire populaire" (L'écho du Nord), une revue militante (Résistance), une station de radio où les journalistes ont récemment fait preuve de beaucoup de combativité (CKJL), une télévision communautaire mise sur pied grâce au Vidéographe (Télé 4), sans oublier le film de Fernand Dansereau sur Saint-Jérôme. On parle également d'autres expériences régionales ou nationales (L'APLQ, En Lutte).

Le but de cet ouvrage est de faire connaître un certain nombre d'initiatives populaires en matière d'information. Soulignant le danger de ne compter que sur la presse officielle pour véhiculer l'information populaire et militante, l'auteur n'en souligne pas moins que le choix d'utiliser ou non la presse établie est une question de tactique qui dépend des conditions particulières dans lesquelles on évolue.

Cette étude est avant tout une description, d'ailleurs fort incomplète, de la situation des petits médias au Québec. On a malheureusement placé sur un même pied des expériences fort différentes autant dans leur forme que dans leur contenu. Pour avoir une quelconque utilité, pour être autre chose qu'une analyse superficielle, ce document aurait dû insister beaucoup plus sur les objectifs visés par les différentes expériences décrites, de manière à fournir des éléments minimaux de réflexion concernant le problème de l'information militante. A ce niveau, il s'agit définitivement d'une "initiative militante" qui a échoué.

MOBILISATION vo.3, no.5

Dans le numéro de mars, une enquête réalisée avec des travailleurs de la C.T.C.U.M. à Montréal. Ils y décrivent leurs luttes passées et les perspectives d'organisation actuelles. Aussi, une enquête économique sur la Domtar, un des gros monopoles de l'industrie des pâtes et papiers au Québec. L'enquête est précédée d'un texte explicatif sur le pourquoi et les limites de l'analyse économique. On a aussi rajouté un court texte sur le Centre de recherche et d'information sur le Québec (CRIQ) qui a réalisé l'enquête.

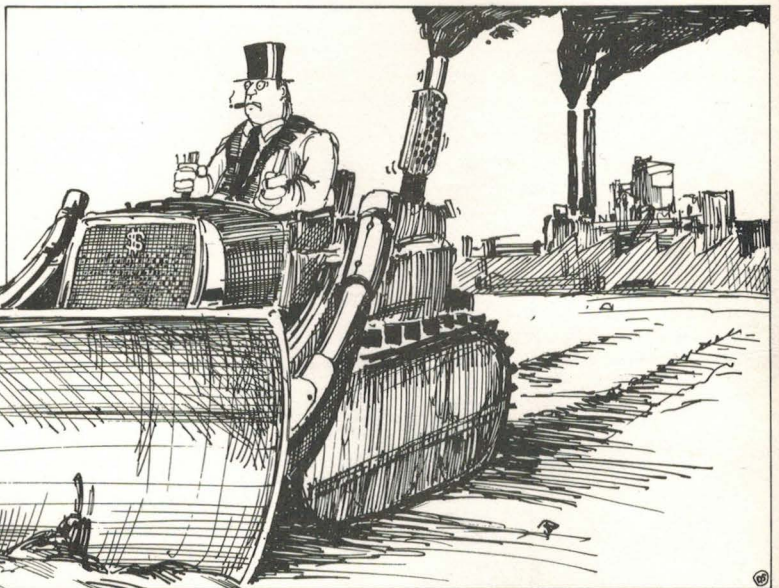
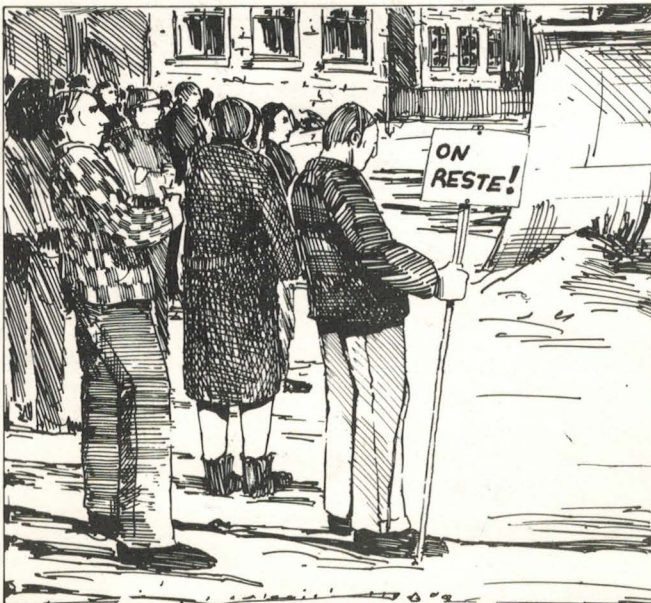
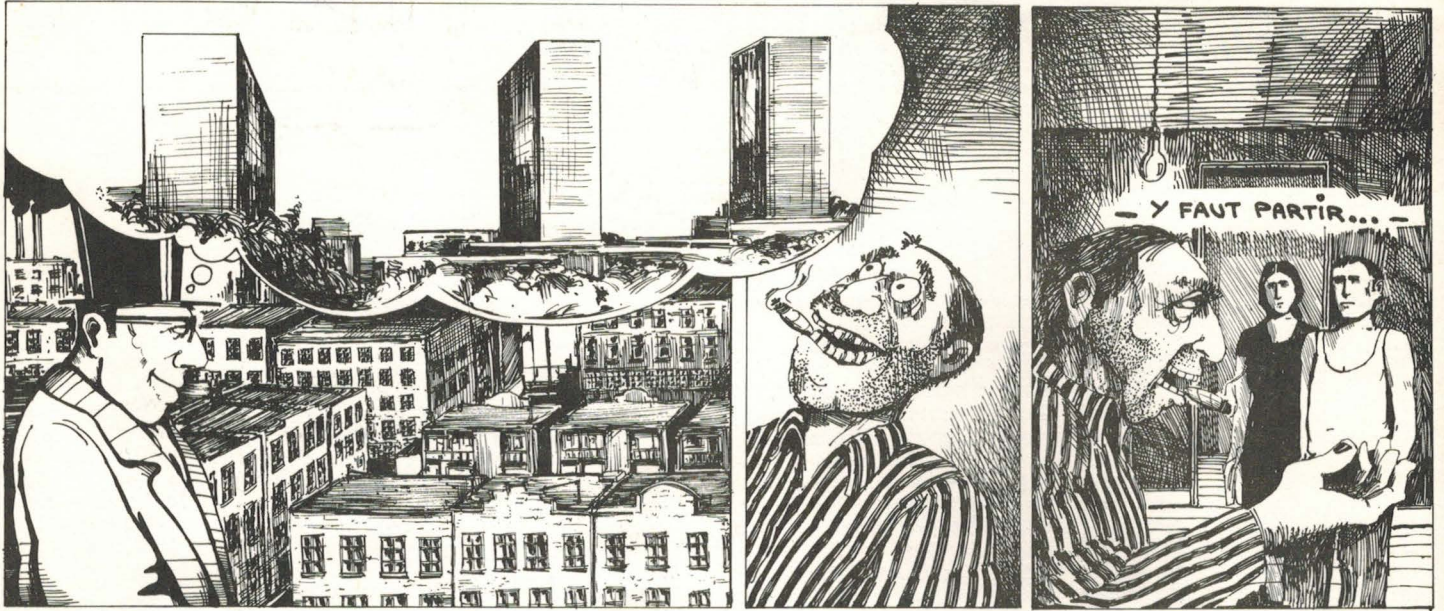
De plus, un texte chilien sur le "Parti", les racines théoriques et historiques des partis ouvriers, ce qui les distingue des syndicats, leurs rapports avec les masses, etc...

Finalement, une interview avec des militants du Comité d'information politique (CIP) sur le film "On a raison de se révolter", un texte sur le mouvement révolutionnaire en Espagne et la suite du numéro précédent sur le mouvement ouvrier américain, qui porte sur les formes actuelles de lutte et d'organisation.

LA FEMME AU QUEBEC, par Marcelle Dolment et Marcel Barthe.

On y trouve certaines données de base sur la situation de la femme au Québec et les diverses formes d'exploitation qu'elle subit, dans son travail, dans ses conditions de vie, dans ses loisirs et son éducation. Dans une deuxième partie, les auteurs tentent de tracer les grandes lignes des "solutions" qu'on pourrait apporter aux problèmes des femmes: législation sur l'avortement, les conditions de travail, etc... Malgré le fait qu'on n'y trouve aucune analyse sérieuse des problèmes des femmes dans le contexte global du Québec, le livre peut servir en ce qui concerne les données de base qu'il contient. Les acheteurs éventuels ne devraient pas espérer trouver là une analyse de la question des femmes au Québec.

En vente à \$3.00 à la Librairie progressiste.



DEMANDE D'ABONNEMENT

NOM DE LA PERSONNE OU DU GROUPE: _____ TEL: _____
 ADRESSE: _____
 1 AN ☐ 6 MOIS ☐
 ABONNEMENT DE GROUPE: NOMBRE DE COPIES: _____
 VOUS TROUVEREZ CI-JOINT UN CHÈQUE AU MONTANT DE: _____
 DATE: _____ SIGNATURE: _____
 ABONNEMENT SIMPLE 50 NUMÉROS: \$ 25.00 25 NOS: \$ 12.50
 50 NUMÉROS: \$ 20.00 25 NOS: \$ 10.00
 ABONNEMENT DE GROUPE: 5 ABONNEMENTS OU PLUS POSTÉS À LA MÊME ADRESSE.